

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 2 septembre — Ordonnance portant abrogation des actes dits « loi du 15 octobre 1940 » et « loi du 14 septembre 1941 » (titre VIII) sur les associations professionnelles de fonctionnaires. (Arrêté de promulgation n° 618 Cab. du 15 novembre 1943) 632
- 2 septembre — Ordonnance portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 620 Cab. du 18 novembre 1943) 634
- 2 septembre — Décret relatif à l'application de l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 620 Cab. du 18 novembre 1943) 635
- 15 septembre — Ordonnance supprimant, dans les colonies placées sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, le prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, institué par le décret-loi du 16 juillet 1935. (Arrêté de promulgation n° 618 Cab. du 15 novembre 1943). 632
- 24 septembre — Décret portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies (situation des élèves-administrateurs ayant rallié les forces armées). (Arrêté de promulgation n° 618 Cab. du 15 novembre 1943) 633
- 24 septembre — Décret portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies (commission de classement). (Arrêté de promulgation n° 618 Cab. du 15 novembre 1943) 633
- 11 octobre — Décret mettant à la charge du budget de l'Etat (colonies) les frais d'entretien de la milice du Togo français. (Arrêté de promulgation n° 619 Cab. du 15 novembre 1943). 636

- 12 octobre — Ordonnance portant interdiction d'affichage de certaines effigies. (Arrêté de promulgation n° 619 Cab. du 15 novembre 1943) 637
- 13 octobre — Ordonnance portant modification de l'ordonnance du 2 septembre 1943 relative à la réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 620 Cab. du 18 novembre 1943) 635
- 14 octobre — Décret portant modification du décret du 2 septembre 1943 relatif à la réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté de promulgation n° 620 Cab. du 18 novembre 1943) 636

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 7 octobre — N° 3.553 F. — Arrêté général réglant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone 637
- 8 octobre — N° 3574 TP. — Arrêté général portant remaniement et ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe des transports exercice 1943 (extrait). 639
- 8 octobre — N° 3587 bis MET. — Arrêté général réorganisant le service météorologique de l'A. O. F. et du Togo. 642
- 19 octobre — N° 3697 SE. — Arrêté général portant suppression et création de certains postes de douane (extrait) 644
- 31 octobre — N° 3804 bis SE. — Arrêté général fixant les conditions de répartition de marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du commerce extérieur et destinées à être commercialisées. 644
- 5 novembre — N° 3839 SE. — Arrêté général fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique 644
- 9 novembre — N° 3878 TP. — Arrêté général relatif aux transports routiers 646

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

18 octobre	N° 558 P. — Arrêté réorganisant le cadre local européen des chemins de fer et du wharf du Togo.	646
12 novembre	N° 593 APA. — Arrêté portant modification à l'organisation territoriale de la subdivision de Bassari (cercle de Sokodé)	651
12 novembre	N° 688 APA. — Décision étendant au canton de Guérin-Kouka (cercle de Sokodé — Subdivision de Bassari) les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo.	651
13 novembre	N° 607 TP. — Arrêté modificatif à l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 portant réglementation sur la circulation routière	651
15 novembre	N° 613 AE. — Arrêté suspendant la vente des spiritueux et rendant obligatoire la déclaration des stocks	651
15 novembre	N° 614 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne du cacao.	652
20 novembre	N° 623 AE. — Arrêté fixant les prix du gari, de l'igname et du maïs.	652
20 novembre	N° 624 AE. — Arrêté portant fixation de prix	652
20 novembre	N° 629 TP. — Arrêté portant fixation des prix maxima des transports automobiles de marchandises	653
21 novembre	N° 630 AE. — Arrêté portant réouverture de la campagne d'achat de coprah	653
Personnel		653
Divers		654

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (école coloniale)	658
Avis relatif à la clôture de l'exercice 1943 du budget colonial en A. O. F.	658
Avis au sujet de l'agrément et du contrôle des entreprises d'assurances en A. O. F.	658

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promulgations

N° 618 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

15 novembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^{re} — l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant abrogation des actes dits « Loi du 15 octobre 1940 » et « Loi du 14 septembre 1941 » (titre VIII) sur les associations professionnelles de fonctionnaires;

2^{de} — l'ordonnance du 15 septembre 1943 supprimant, dans les colonies placées sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, le prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, institué par le décret-loi du 16 juillet 1935;

3^{de} — le décret du 24 septembre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies (situation des élèves-administrateurs ayant rallié les forces armées.)

4^{de} — le décret du 24 septembre 1943 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies (commission de classement).

ORDONNANCE du 2 septembre 1943 portant abrogation des actes dits « Loi du 15 octobre 1940 » et « Loi du 14 septembre 1941 » (titre VIII) sur les associations professionnelles de fonctionnaires.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés :

Les actes dits « loi du 15 octobre 1940 » et « loi du 14 septembre 1941 » (titre VIII) relatives aux associations professionnelles de fonctionnaires, ainsi que les textes complémentaires et d'application ayant le même objet.

ART. 2. — Les groupements dissous en vertu de l'article 6 de l'acte dit « loi du 15 octobre 1940 », sont réputés n'avoir pas cessé d'exister et sont remis en possession des biens dont ils ont été dessaisis.

ART. 3. — Les associations constituées en application des textes visés à l'article 1^{er} de la présente ordonnance sont dissoutes de plein droit.

ART. 4. — Les conditions d'application de la présente ordonnance seront déterminées par décret.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire aux affaires étrangères

MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP

ORDONNANCE du 15 septembre 1943 supprimant dans les colonies placées sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, le prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, institué par le décret-loi du 16 juillet 1935.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances et du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par le décret du 4 septembre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu les décrets-lois des 17, 25 juillet et 8 août 1935, instituant des prélèvements sur les dépenses publiques et en fixant les conditions d'emploi, ensemble le décret du 7 juillet 1936 pris en exécution de la loi du 20 juin 1936, modifiant le décret-loi précité du 16 juillet 1935;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés dans les territoires placés sous l'autorité du commissaire aux colonies, le décret-loi du 16 juillet 1935 et les actes modificatifs subséquents instituant un prélèvement de 10% sur les dépenses publiques et fixant les conditions d'emploi de ce prélèvement.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 15 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

CÔUVE DE MURVILLE.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 24 septembre 1943 portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 et les actes modificatifs subséquents, portant réorganisation du corps des administrateurs des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une période de temps, dont le terme est celui de l'année qui suivra la cessation des hostilités, les élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer qui, ayant achevé leur première année d'études et qui, ayant rallié les forces armées, placées sous l'autorité de l'ancien Comité national français ou du Comité français de la Libération nationale, sont présents sous les drapeaux, ou réformés pour blessures ou infirmités ne les rendant pas inaptes au service colonial, sont nommés, nonobstant toutes dispositions contraires, élèves-administrateurs des colonies, pour compter du jour où ils ont rejoint les formations ci-dessus.

ART. 2. — Les élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer remplissant les mêmes conditions, mais qui n'ont pas achevé leur première année d'études, sont nommés élèves-administrateurs des colonies, pour compter du 1^{er} juillet qui suit la date de leur admission à l'école.

ART. 3. — Les élèves nommés dans les conditions des articles 1^{er} et 2 sont nommés administrateurs adjoints de 3^e classe à l'expiration de la première année accomplie dans l'emploi d'élève-administrateur.

Toutefois, pour ceux d'entre eux, qui, à l'expiration de ce délai, ne sont plus présents sous les drapeaux, leur titularisation est celle du droit commun, dans les formes prévues par l'article 6 du décret du 10 juillet 1920.

ART. 4. — Le présent décret a effet à compter du 21 juin 1941.

ART. 5. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 24 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 24 septembre 1943 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 10 juillet 1920 et les actes modificatifs subséquents portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et tant que les relations ne seront pas rétablies avec la Métropole, la commission de classement prévue à l'article 29 du décret du 10 juillet 1920, est composée comme suit :

le directeur du personnel ou faisant fonctions,

le directeur des affaires politiques,

le directeur des affaires économiques,

les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies, en activité de service, se trouvant au siège du pouvoir central au moment où se réunit la commission,

un inspecteur général ou un inspecteur des colonies,

deux administrateurs en chef des colonies désignés par le ministre, parmi les plus anciens se trouvant au siège du Comité français de la Libération nationale, le chef du cabinet du ministre.

La présidence est assumée par le directeur le plus ancien.

Un administrateur des colonies, choisi parmi ceux qui servent à l'administration centrale est attaché à la commission en qualité de secrétaire.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 24 septembre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

N° 620 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

18 novembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 2 septembre 1943, portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

2^o — le décret du 2 septembre 1943, relatif à l'application de l'ordonnance du 2 septembre 1943 susvisée;

3^o — l'ordonnance du 13 octobre 1943 portant modification de l'ordonnance du 2 septembre 1943 susvisée;

4^o — le décret du 14 octobre 1943 portant modification du décret du 2 septembre 1943 ci-dessus.

ORDONNANCE du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est effectué une réorganisation des groupements d'anciens combattants et victimes de la guerre qui comprend :

1^{re} — des associations départementales ou régionales d'anciens combattants et victimes de la guerre;

2^{re} — une fédération française des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre.

Cette nouvelle organisation a un caractère provisoire et devra être modifiée dès que les circonstances le permettront, notamment en ce qui concerne l'élection des membres des conseils d'administration par les membres des associations et de la fédération.

ART. 2. — Les associations et la fédération ont pour but de grouper les anciens combattants et victimes de la guerre :

pour coordonner leur action à l'œuvre de libération et de reconstruction de la France;

pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels.

Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la guerre

ART. 3. — Dans chaque département, protectorat ou colonie relevant du Comité français de la Libération nationale, il est créé une « Association des Anciens Combattants et victimes de la guerre ».

Cette association est reconnue d'utilité publique.

ART. 4. — Pourront faire partie de cette association :

1^{re} — les titulaires de la carte de combattant de la guerre 1914-1918, ainsi que les militaires de la guerre commencée en septembre 1939, qui rempliront les conditions requises pour l'obtention de la carte du combattant;

2^{re} — les veuves, orphelins et ascendants des militaires tués ou disparus de la guerre 1914-1918 et de la guerre commencée en septembre 1939, ainsi que les ayants droit des militaires décédés dans des conditions ouvrant droit à pension des suites d'une blessure reçue ou d'une maladie contractée ou aggravée à l'occasion d'un service de guerre.

ART. 5. — Chaque association est dirigée par un conseil d'administration élu par une assemblée composée :

1^{re} — des membres des conseils d'administration des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, dissoutes par la décision du 29 août 1940 de l'autorité de fait;

2^{re} — des membres des conseils d'administration :

a) des associations dissoutes qui groupent des catégories spéciales de victimes de la guerre : aveugles de guerre, amputés de guerre, grands invalides de guerre, orphelins de guerre;

b) des sociétés de retraites mutuelles d'anciens combattants.

ART. 6. — Les ressources de l'association sont constituées par les cotisations de ses membres, les dons et legs et les subventions qui peuvent lui être attribués par les pouvoirs publics.

Fédération française des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la guerre

ART. 7. — Les associations d'anciens combattants et victimes de la guerre prévues à l'article 3 sont obligatoirement groupées en une « Fédération française des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la guerre », qui a provisoirement son siège à Alger.

La fédération est administrée par un comité directeur composé de deux délégués élus par le conseil d'administration de chacune des associations.

La fédération est reconnue d'utilité publique.

ART. 8. — Les ressources de la fédération sont constituées par les cotisations des associations affiliées, les dons et legs et les subventions qui peuvent lui être attribués par les pouvoirs publics.

ART. 9. — Ne peuvent faire partie du conseil d'administration de la fédération, ni du conseil d'administration des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre :

1^{re} — les personnes qui ont occupé un poste de direction ou de responsabilité à la Légion française des combattants ou à ses filiales (S. O. L., Volontaires de la Révolution nationale, cadets, cadettes, Légion tricolore, etc.);

2^{re} — les personnes qui ont, par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle, favorisé les entreprises de l'ennemi, ou nui à l'action des Nations unies et des Français résistants, ou porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales, ou tiré sciemment, ou tenté de tirer un bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur au 16 juin 1940.

ART. 10. — Les biens, meubles et immeubles des associations dissoutes par la décision de l'autorité de fait du 29 août 1940 et ceux de la Légion française des combattants qui avaient été attribués par l'ordonnance du 20 avril 1943, à l'Union française des Anciens combattants et victimes de la guerre, reçoivent la destination ci-après :

1^{re} — les biens provenant de l'Union provinciale d'Algérie de la Légion française des combattants sont dévolus à la Fédération française des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

2^{re} — dans chaque département, protectorat ou colonie, les biens provenant des associations dissoutes et de l'Union départementale ou régionale de la Légion française des combattants sont dévolus à l'association des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 11. — Sont ou demeurent dissoutes toutes les associations qui ont pour objet de grouper les anciens combattants et victimes de la guerre.

Toutefois, est autorisé le fonctionnement des associations formées pour la défense des intérêts de certaines catégories de victimes de la guerre : aveugles de guerre, amputés de guerre, grands invalides de guerre, orphelins de guerre, etc., des sociétés de retraites mutuelles d'anciens combattants, des amicales régimentaires.

ART. 12. — Sont abrogées la décision du 29 août 1940 de l'autorité de fait portant création de la Légion française des combattants, ainsi que les décisions postérieures de la même autorité ayant le même objet.

Sont également abrogées les ordonnances du commandant en chef français, civil et militaire du 12 février 1943, portant création de la Légion française des anciens combattants et du 20 avril 1943, portant création de l'Union française des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 13. — Les conditions et modalités d'application de la présente ordonnance seront fixées par décret.

ART. 14. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

A. TIXIER.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIOLI

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

DECRET du 2 septembre 1943 relatif à l'application de l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE
Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque département, protectorat ou colonie, dans le délai d'un mois à partir de la promulgation du présent décret, le gouverneur général ou gouverneur ou le résident général établit la liste des groupements appelés à participer à l'élection du conseil d'administration de l'association d'anciens combattants et victimes de la guerre, conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 2 septembre 1943.

Il dresse la liste des membres des conseils d'administration de ces groupements qualifiés pour participer à l'élection, en tenant compte des dispositions de l'article 9 de l'ordonnance du 2 septembre 1943. Il notifie cette liste au président de chacun des groupements intéressés.

Il convoque les membres de ces conseils d'administration qui, sous sa présidence ou celle de son délégué, procèdent à l'élection du conseil d'administration de l'association.

A sa première séance, le nouveau conseil d'administration de l'association élit son bureau qui doit comprendre au moins un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Il élit également ses deux représentants au Comité directeur de la fédération et le président notifie immédiatement cette désignation au commissaire au travail et à la prévoyance sociale.

Le conseil d'administration adopte le statut de l'association qui est soumis à l'approbation du gouverneur général, gouverneur ou résident général.

Le délai d'un mois prévu au premier alinéa du présent article est porté à trois mois pour les territoires relevant du Commissariat aux colonies.

ART. 2. — Dès qu'il a reçu la notification de l'élection des délégués des associations, le commissaire au travail et à la prévoyance sociale convoque le Comité directeur de la fédération des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, et préside la première séance qui élit le bureau de la fédération.

Ce bureau doit comprendre au moins un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, un secrétaire général adjoint, un trésorier et un trésorier-adjoint.

Le secrétaire général, un vice-président et le trésorier doivent avoir leur résidence au siège de la fédération.

Le conseil d'administration adopte le statut de la fédération qui doit être soumis à l'approbation du commissaire au travail et à la prévoyance sociale.

ART. 3. — Dans chaque département, protectorat ou colonie, le président du territoire institué par l'ordonnance du 20 avril 1943 cesse ses fonctions dès que le conseil d'administration de l'association d'anciens combattants et victimes de la guerre est constitué.

Les présidents régionaux, les délégués et conseils communaux cessent leurs fonctions aux dates que fixera le conseil d'administration de l'association.

ART. 4. — Le président, le secrétaire général et le Comité central de l'Union française des Anciens combattants et victimes de la guerre, cessent leurs fonctions dès qu'ils reçoivent du commissaire au travail et à la prévoyance sociale, notification de la formation du Comité directeur de la fédération française des anciens combattants et victimes de la guerre.

ART. 5. — Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux affaires étrangères et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 2 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

A. TIXIER.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIOLI.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

ORDONNANCE du 13 octobre 1943 portant modification de l'ordonnance du 2 septembre 1943 relative à la réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE
Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'ordonnance du 2 septembre 1943 est modifié de la manière suivante :

« Art. 5. — Chaque association est dirigée par un conseil d'administration élu par une assemblée de délégués désignés :

« 1^o — par les conseils d'administration des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, dissoutes par la décision du 29 août 1940 de l'autorité de fait;

« 2^o — par les conseils d'administration :

a) des associations non dissoutes qui groupent des catégories spéciales de victimes de guerre : aveugles de guerre, amputés de guerre, grands invalides de guerre, orphelins de guerre;

b) des sociétés de retraites mutuelles d'anciens combattants.

« Chaque association désigne un délégué titulaire et un délégué suppléant. »

ART. 2. — L'alinéa 1^{er} de l'article 9 est modifié de la manière suivante :

« Art 9. — Ne peuvent être désignés comme délégués des associations visées par l'article 5, et ne peuvent faire partie du conseil d'administration de la fédération, ni du conseil d'administration des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre :

« 1^o — les personnes... » (le reste sans changement).

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 13 octobre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail,
et à la prévoyance sociale,
commissaire à l'intérieur p. i.,*

A. TIXIER.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

DECRET du 14 octobre 1943 portant modification du décret du 2 septembre 1943 relatif à la réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire au travail et à la prévoyance sociale;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1943 modifiée par l'ordonnance du 13 octobre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa de l'article 1^{er} du décret du 2 septembre 1943 est modifié comme suit :

« Le gouverneur général ou gouverneur ou résident général invite ces conseils d'administration à désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant et à lui notifier ces désignations. Il convoque ces délégués qui,

sous sa présidence ou celle de son représentant, procèdent à l'élection du conseil d'administration de l'association. »

ART. 2. — Le délai d'un mois prévu à l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 2 septembre 1943 est porté à deux mois.

Le délai de trois mois prévu au dernier alinéa de l'article 1^{er} du même décret est porté à quatre mois.

ART. 3. — Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'intérieur, le commissaire aux affaires étrangères et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 14 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire au travail
et à la prévoyance sociale,
commissaire à l'intérieur p. i.,*

A. TIXIER.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire aux colonies p. i.,

François DE MENTHON.

No 619 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

15 novembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret du 11 octobre 1943 mettant à la charge du budget de l'Etat (colonies) les frais d'entretien de la milice du Togo français;

2^o — l'ordonnance du 12 octobre 1943 portant interdiction d'affichage de certaines effigies.

DECRET du 11 octobre 1943 mettant à la charge du budget de l'Etat (colonies) les frais d'entretien de la milice du Togo français.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances et du commissaire aux colonies;

Vu la loi du 13 avril 1900 portant modification au régime financier des colonies et déterminant les dépenses de souveraineté à la charge du budget de l'Etat (colonies);

Vu le décret du 28 juin 1925, notamment l'article 2 mettant à la charge des budgets locaux des colonies les dépenses d'entretien des forces de police;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les frais d'entretien de la milice du Togo français sont à la charge du budget de l'Etat (colonies).

ART. 2. — L'intendant, chef du service de l'intendance du Dahomey, aura tous pouvoirs pour vérifier l'administration et la comptabilité de la milice du Togo.

Il contrôlera l'application de tous textes locaux régissant cette milice, pourra en demander la modification et sera consulté obligatoirement sur toutes modifications à y apporter ne provenant pas de son initiative.

Toutes pièces nécessaires devront lui être communiquées aux effets ci-dessus.

ART. 3. — Le commissaire aux finances et le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent décret qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1943 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

COUVE-DE-MURVILLE.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 12 octobre 1943 portant interdiction d'affichage de certaines effigies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice et du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la déclaration, en date du 3 septembre 1943, du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibé l'affichage dans tous bâtiments et édifices publics ainsi que dans tous les lieux habituels de réunion et dans tous les locaux ouverts au public, d'effigies du Maréchal Pétain et de tous individus appartenant ou ayant appartenu à l'organisme de fait dit « Gouvernement de l'Etat Français ».

ART. 2. — Sans préjudice des sanctions disciplinaires qui pourront être prononcées contre eux s'ils sont fonctionnaires, agents ou employés, d'une administration publique, les contrevenants aux dispositions de l'article précédent pourront être déférés au tribunal correctionnel. Ils seront passibles d'une amende de 2.000 à 20.000 francs.

ART. 3. — La présente ordonnance est applicable dans l'ensemble des territoires libérés, et de l'Empire.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 12 octobre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,
commissaire aux colonies p. i.,

François DE MENTHON.

Le commissaire à l'intérieur p. i.,

A. TIXIER.

Le commissaire aux affaires étrangères,
MASSIGLI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Indemnité de zone

ARRETE N° 3.553 F. du 7 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux et les actes subséquents qui l'ont modifié, et en particulier l'article 93 dudit règlement;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté du 25 novembre 1936 modifié par l'arrêté 3591 F. du 27 octobre 1938 réglementant le mode et les conditions de concession de l'indemnité de zone;

Vu l'arrêté n° 982 F. du 6 mars 1943 fixant la solde et les indemnités du personnel en service en Afrique occidentale française;

Vu l'accord de principe donné par le commissaire aux colonies lors de son passage à Dakar et sous réserve de l'approbation définitive par décret;

Sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 1^{er} mai 1943 les conditions d'attribution de l'indemnité de zone aux fonctionnaires des cadres généraux, des cadres communs supérieurs, secondaires, locaux et spéciaux de l'Afrique occidentale française sont fixées comme il est dit aux articles ci-après :

ART. 2. — L'indemnité de zone a pour but de tenir compte de la cherté exceptionnelle de vie dans l'ensemble de la colonie et des difficultés particulières d'existence dans certaines régions ou localités.

Les taux de base de cette indemnité établis, par catégorie de cadres, s'appliquent aux fonctionnaires logés dans un bâtiment administratif.

Ces taux varient également suivant les régions ou localités, les charges de famille et la situation de celle-ci.

Tout fonctionnaire d'origine européenne qui n'a pu se faire accompagner à la colonie, de tout ou partie de sa famille, reçoit en outre pour les membres de la famille dont il est séparé, une majoration spéciale dite de séparation.

Pour les fonctionnaires dont la famille est demeurée en France ou en territoire occupé par l'ennemi, le paiement de cette majoration aura lieu dans les mêmes conditions que pour les indemnités de charges de famille.

Donnent droit aux majorations pour femme et enfants :

La femme légitime mariée sous le régime du code civil ou administrativement déclarée.

Les enfants ouvrant droit aux indemnités pour charges de famille.

Lorsque, dans une même famille vivant groupée, deux ou plusieurs membres de la famille sont fonctionnaires ou employés par l'administration, l'indemnité n'est payée qu'au chef de famille, qui bénéficie alors des suppléments accordés pour chaque membre de la famille à sa charge.

ART. 3. — L'indemnité de zone suit le sort du traitement. Elle cesse d'être allouée quand le fonctionnaire n'a droit à aucune solde. Elle est réduite, s'il y a lieu, proportionnellement aux réductions de la solde.

L'indemnité de zone est acquise pour toute journée de présence effective dans la localité ou la région envisagée.

Elle n'est pas payée en cas d'hospitalisation, pendant la durée du séjour à l'hôpital à moins que la famille ne soit présente à la colonie avec le chef de famille. Dans ce cas, comme en cas de déplacement temporaire, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la colonie l'indemnité qui est due est celle de la localité où le fonctionnaire est normalement en service.

En cas de déplacement définitif l'indemnité cesse d'être payée à partir du jour du départ.

Les majorations d'indemnité de zone dues pour les membres de la famille restés en France continuent à être payées pendant la durée de l'hospitalisation du fonctionnaire à la colonie ainsi qu'en cas de déplacement définitif ou temporaire.

ART. 4. — Pour l'attribution de l'indemnité de zone, les fonctionnaires sont classés dans les trois catégories de cadres suivants :

1^{re} Catégorie : Personnel des cadres généraux et communs supérieurs.

2^e Catégorie : Personnel des cadres communs secondaires et des cadres locaux et spéciaux énumérés ci-après :

Commis-expéditionnaires;
Cadre spécial des transmissions;
Comptables du trésor;
Ecrivains interprètes;
Aides de santé et aides de zootechnie — Infirmiers du service de la trypanosomiase;
Adjointes techniques — géomètres, dessinateurs;
Instituteurs ruraux;
Ouvriers, chefs de brigade et surveillants des travaux publics;

Aides météorologistes;
Ouvriers d'imprimerie;
Moniteurs de l'enseignement rural;
Cadre spécial des agents de poursuites du trésor;
Mécaniciens des postes et télégraphes;
Assistants de police;
Préparateurs de l'institut d'Afrique noire;
Secrétaires de la justice indigène;
Agents du cadre local supérieur des chemins de fer.

3^e Catégorie : Personnel des cadres locaux et spéciaux non compris dans la deuxième catégorie.

ART. 5. — Les taux de l'indemnité de zone et des majorations fixés dans les tableaux suivants sont alloués aux fonctionnaires logés dans un bâtiment administratif quel qu'en soit le confort.

Pour le personnel non logé, les taux en question sont majorés de 25%. Toutefois cette majoration ne s'applique pas aux suppléments prévus pour les membres de la famille absents de la colonie.

I — PERSONNEL DES CADRES DE LA 1^{re} CATÉGORIE

SITUATION DE FAMILLE	ZONES					
	1 ^{re}	2 ^{me}	3 ^{me}	4 ^{me}	5 ^{me}	6 ^{me}
Célibataire	71	66	62	54	49	44
<i>Chef de famille :</i>						
a) Famille présente à la colonie						
en sus pour la femme . . .	13	11,5	10,5	8,5	7,5	6.
en sus par enfant	6,5	6.	5,5	4,5	4.	3.

b) Famille en France ou dans la colonie d'origine :
En sus pour la femme 10,—
En sus par enfant 5,—

II — PERSONNEL DES CADRES DE LA 2^{me} CATÉGORIE

SITUATION DE FAMILLE	ZONES					
	1 ^{re}	2 ^{me}	3 ^{me}	4 ^{me}	5 ^{me}	6 ^{me}
Célibataire	28	25	20	15	12	8
<i>Chef de famille :</i>						
sans enfant ou avec un enfant .	32	28	23	18	15	10
avec 2 enfants et plus	36	31	26	21	18	12

III — PERSONNEL DES CADRES DE LA 3^{me} CATÉGORIE

SITUATION DE FAMILLE	ZONES					
	1 ^{re}	2 ^{me}	3 ^{me}	4 ^{me}	5 ^{me}	6 ^{me}
Célibataire	16	14	10	8	6	5
<i>Chef de famille :</i>						
sans enfant ou avec un enfant .	20	17	13	10	8	6,5
avec 2 enfants et plus	24	20	16	12	10	8

ART. 6. — La répartition des localités de l'A. O. F. entre les 6 zones est la suivante :

1^{re} Zone. — Circonscription de Dakar et dépendances.

2^e Zone. — Villes de Thiès. — Abidjan et Grand-Bassam — Conakry, Camayenne, Iles de Los — Ville de Niamey.

3^e Zone. — *Sénégal* : Ville de St. Louis, Kaolack, Diourbel, Guinguinéo.

Côte d'Ivoire : Bingerville.

Soudan : Bamako-Ville, Koulouba, Point «G».

Dahomey : Cotonou, Porto-Novo.

Togo : Lomé, Anécho, Palimé, Klouto.

Niger : Cercles d'Agadès, Bilma, Gouré, N'Guigmi, Tahoua, Tanout.

Mauritanie : Cercle de l'Adrar.

4^e Zone. — *Sénégal* : Centre de M'Bour, Podor, Tambacounda, Fatick.

Côte d'Ivoire : Cercle d'Agboville (sauf la subdivision d'Adzopé), de Grand-Bassam (sauf la ville et la subdivision d'Assinie), cercle d'Abidjan (sauf la ville), centre de Batié, Duékoué, Tai, Toulépleu, Téhini, Touba.

Soudan. — Cercle de Gao, poste d'Araouah.

Togo. — Cercle de Lomé, d'Anécho et subdivision de Palimé, centres d'Atakpamé, de Mango, de Lama-Kara et de Sokodé.

Niger. — Toutes les localités qui ne sont pas classées dans les trois premières zones.

Mauritanie. — Cercles de l'Assaba, d'Akjoujt, de la baie du Lévrier, du Tagant.

5^e Zone. — *Sénégal* : Cercles de Bakel, du Baol (sauf Diourbel), du Bas-Sénégal, du Djoloff, de Louga, de Matam, de Podor (sauf Podor), du Sine-Saloum, (sauf Kaolack) Guinguinéo (sauf Guinguinéo ville), M'Bour, de Tambacounda (sauf Tambacounda centre), de Thiès (sauf Thiès commune-mixte) commune-mixte de Ziguinchor.

Côte d'Ivoire. — Subdivision d'Assinie, cercles de Tabou, d'Abengourou, de Kaya, de Lahou, de Dimbokro, de Ouagadougou, de Sassandra et de Tenkodogo, subdivision d'Adzopé et de Yako, ville de Bouaké.

Soudan. — Cercles de Goundam, de Néma et de Ouahigouya, cercle de Tombouctou (sauf partie classée en 4^e zone), de Tougan (sauf subdivision de Nouna) subdivision de Kénieba, ville de Kayes et centre de Toukoto.

Guinée. — Cercles de Boffa, de Boké, de Conakry (sauf la partie classée en 2^e zone), de Dubréka, de Forékariah, de Gaoual, de Kindia et de Siguiro, Ville de Mamou.

Autres colonies. — Toutes les localités qui ne sont pas classées dans les quatre premières zones.

6^e Zone. — Toutes les autres localités.

ART. 7. — Les fonctionnaires à quelque cadre qu'ils appartiennent, qui perçoivent l'indemnité représentative de logement seront assimilés pour l'application des dispositions du présent arrêté à des agents recevant le logement gratuit en nature.

ART. 8. — Lorsque des chantiers s'ouvrent dans les régions où les conditions de vie sont particulièrement difficiles, les fonctionnaires qui y servent peuvent bénéficier d'une majoration de l'indemnité de zone afférente à la région considérée. Ces chantiers font l'objet d'un classement spécial d'après le taux de la majoration de l'indemnité de zone. Il est fait par décision du chef de la colonie ou du gouverneur général s'il s'agit d'un service ne relevant pas de l'autorité d'un gouverneur (Dakar-Niger par exemple) et il tient compte du degré d'inconfort, des difficultés de vie ou des risques encourus du fait du climat.

Les taux de majorations de l'indemnité de zone sont les suivants :

Taux n° 1 — 50% de l'indemnité de zone au taux de célibataire logé;

Taux n° 2 — 40% de l'indemnité de zone au taux de célibataire logé;

Taux n° 3 — 30% de l'indemnité de zone au taux de célibataire logé.

Dans la 1^{re} et la 2^e zones seule la majoration n° 3 est applicable. Cette majoration exclut l'attribution de l'indemnité de déplacement temporaire.

ART. 9. — A titre transitoire les fonctionnaires chefs de famille qui, sous le régime antérieur recevaient pour les membres de la famille dont ils sont séparés au titre de l'indemnité de séparation une somme supérieure à celle qui doit leur revenir sous le nouveau régime au titre de la majoration spéciale de l'indemnité de zone et de la majoration pour charges de famille, cesseront de percevoir l'indemnité de séparation seulement à partir du premier octobre 1943.

Les sommes perçues en trop ne seront pas remboursées.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 10. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire sous réserve de l'approbation par décret.

ART. 11. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur général des finances et le directeur des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 octobre 1943.

P. COURNARIE.

Budget annexe des transports

ARRETE N° 3574 TP. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 4704/r. du 31 décembre 1942 créant un budget des transports de l'A. O. F.;

Ensemble l'arrêté 4676/r. du 31 décembre 1942 approuvant le budget des transports exercice 1943, l'arrêté 2372 F/B. du 29 juin 1943 portant remaniement et ouverture de crédits supplémentaires au budget des transports exercice 1943;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prévisions de recettes du budget des transports exercice 1943 sont modifiées et arrêtées comme suit :

CHAPITRE V. RÉSEAU DU TOGO

ARTICLE PREMIER. Recettes d'exploitation

§ 1 — Voyageurs et bagages	13.200.000
§ 2 — Marchandises	10.200.000
§ 3 — Transports construction	—
Total de l'article 1 ^{er}	23.400.000

ART. 2 — Recettes hors trafic.

§ 1 — Cessions et fabrications	1.962.000
§ 2 — Cessions diverses	494.600
Total de l'article 2	2.456.600

ART. 3 — Recettes d'exercices antérieurs

§ 1 — Recettes d'exploitation	—
§ 2 — Recettes hors trafic	2.250
Total de l'article 3	2.250
Total du chapitre V	25.858.850

CHAPITRE XVI WHARF DE LOMÉ

ARTICLE 1^{er} — Recettes d'exploitation

§ 1 — Taxes d'embarquement et de débarquement	1.350.000
§ 2 — Taxes sur les navires	—
§ 3 — Occupation du domaine	—
§ 4 — Location de l'outillage	65.000
§ 5 — Recettes diverses	15.000
Total de l'article 1 ^{er}	1.430.000

ART 2 — Recettes hors trafic

§ 1 — Cessions et fabrications	17.475
§ 2 — Cessions diverses	32.525
Total de l'article 2	50.000

ART 3. — Recettes d'exercices antérieurs

§ 1 — Recettes d'exploitation	—
§ 2 — Recettes hors trafic	—
Total de l'article 3	—
Total du chapitre XVI	1.480.000

Exploitations Industrielles Annexes
(Ensemble du budget des transports)

CHAPITRE XLI

*Exploitation des véhicules automobiles acquis
par la Direction des transports*

ART 1^{er}. — Recettes d'exploitation

§ 1 — Exploitation en gérance	61.090.000
§ 2 — Exploitation en régie	4.025.000
Total du chapitre XLI	65.115.000

Recettes Spéciales

(Ensemble du budget des transports)

CHAPITRE LI

Prélèvement sur Fonds de Renouvellement	138.000.000
--	--------------------

CHAPITRE LII

*Contribution du budget général pour
insuffisance de recettes* 133.208.879

Total des recettes spéciales 271.208.879

Recettes d'Ordre

CHAPITRE LIII

Recettes d'ordre Mémoire

**Total général des Recettes du budget
des transports 788.518.932**

ART. 2. — Il est ouvert au budget annexe des transports exercice 1943 un chap. 54 intitulé « versement au compte provisions ouvert dans les écritures de la trésorerie générale du montant des sommes présumées nécessaires à l'acquittement des dépenses effectuées dans la métropole ».

ART. 3. — Sont ouverts au budget annexe des transports exercice 1943 les crédits supplémentaires ci-après :

OBJET	PERSONNEL	MAIN D'ŒUVRE	ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT	TOTAL
CHAPITRES V. Vbis, Vter				
RESEAU DU TOGO				
ARTICLE PREMIER. — Frais généraux				
§ 1 — Participation aux dépenses de la Direction	—	—	90.000	90.000
§ 2 — Direction et services généraux	436.562	113.062	29.250	578.874
§ 3 — Frais généraux divers	—	—	—	—
Total de l'article 1^{er}	436.562	113.062	119.250	668.874
ART. 2 — Dépenses d'exploitation				
§ 1 — Exploitation	460.280	323.577	65.250	849.107
§ 2 — Voie et bâtiments	288.750	1.293.050	213.437	1.795.237
§ 3 — Matériel et traction	465.346	313.875	631.875	1.411.096
§ 4 — Annuité de renouvellement	—	—	5.438.000	5.438.000
Total de l'article 2	1.214.376	1.930.502	6.348.562	9.493.440
ART. 3 — Achats et travaux neufs				
§ 1 — Exploitation	—	—	—	—
§ 2 — Voie et bâtiments	—	—	155.625	155.625
§ 3 — Matériel et traction	—	—	253.125	253.125
Total de l'article 3	—	—	408.750	408.750
ART. 4 — Dépenses diverses				
§ 1 — Cessions et fabrications	—	—	—	—
§ 2 — Dépenses diverses	2.400	—	44.062	46.462
Total de l'article 4	2.400	—	44.062	46.462
Total des chap. V, Vbis, Vter	1.653.338	2.043.564	6.920.624	10.617.526

OBJET	PERSONNEL	MAIN D'ŒUVRE	MATÉRIEL TRANSPORTS TRAVAUX	TOTAL
CHAPITRES XVI. XVI bis XVI ter				
WHARF DE LOMÉ				
ARTICLE PREMIER. — <i>Frais généraux</i>				
§ 1 — Participation aux dépenses de la direction	—	—	30.000	30.000
§ 3 — Frais généraux divers	—	—	2.800	2.800
Total de l'article 1 ^{er} .	—	—	32.800	32.800
ART. 2 — <i>Exploitation</i>				
§ 1 — Wharf et phare	206.250	368.257	212.812	787.319
§ 2 — Annuité de renouvellement	—	—	400.000	400.000
Total de l'article 2	206.250	368.257	612.812	1.187.319
ART. 3 — <i>Achats et travaux neufs</i>				
§ 1 — Wharf et phare	—	—	43.125	43.125
Total de l'article 3	—	—	43.125	43.125
ART. 4 — <i>Dépenses diverses</i>				
§ 1 — Dépenses diverses	—	—	7.780	7.780
Total de l'article 4	—	—	7.780	7.780
Total des chap. XVI, XVI bis, XVI ter.	206.250	368.257	696.517	1.271.024
Exploitations Industrielles Annexes				
CHAPITRES XLI. XLI bis, XLI ter				
TRANSPORTS AUTOMOBILES				
ARTICLE PREMIER. — <i>Frais généraux</i>				
§ 1 — Participation aux dépenses de direction.	—	—	230.000	230.000
§ 2 — Primes d'assurances.	—	—	1.390.000	1.390.000
§ 3 — Frais généraux divers	—	—	50.000	50.000
Total de l'article 1 ^{er} .	—	—	1.670.000	1.670.000
ART. 2 — <i>Exploitation</i>				
§ 1 — Exploitation en gérance.	350.000	40.000	17.245.000	17.635.000
§ 2 — Exploitation en régie	50.000	10.000	1.880.000	1.940.000
§ 3 — Annuité d'amortissement	—	—	13.870.000	13.870.000
Total de l'article 2	400.000	50.000	32.995.000	33.445.000
Total des chap. XLI, XLI bis, XLI ter.	400.000	50.000	34.665.000	35.115.000
DÉPENSES D'ORDRE				
CHAPITRES LIV. LIV bis LIV ter				
Versement au compte provisions ouvert à la Trésorerie générale pour servir à l'acquittement des dépenses effectuées dans la métropole.				
ART. 5 — Réseau du Togo	—	—	—	—

OBJETS	PERSONNEL	MAIN D'ŒUVRE	MATÉRIEL TRANSPORTS TRAVAUX	TOTAL
RÉCAPITULATION				
Chapitre V	1.653.338	2.043.564	6.920.624	10.617.526
Chapitre XVI	206.250	368.257	696.517	1.271.024
Chapitre XLI } Ensemble du budget des trans- Chapitre LIV } ports.	400.000 10.000.000	50.000 —	34.665.000 —	35.115.000 10.000.000
TOTAL DES DÉPENSES DU BUDGET DES TRANSPORTS	53.668.040	21.361.454	175.225.838	250.255.332

ART. 4. — Il sera fait face à l'ouverture des crédits supplémentaires ci-dessus :

1^o — Par les recettes à provenir de l'exécution normale du budget en cause jusqu'à concurrence d'une prévision de 117.046.453 francs.

2^o — Par une contribution du budget général dont le montant prévisionnel est chiffré à 133.208.879 frs.

ART. 5. — Le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire :

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

Service météorologique de l'A. O. F. et du Togo

ARRETE N° 3587 bis MET. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1923 constituant les services du Gouvernement général modifié par arrêté du 23 août 1931;

Vu le décret du 29 avril 1929 créant un service météorologique colonial;

Vu le décret du 7 mai 1938, réorganisant le personnel du service météorologique des colonies;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1942 portant création et répartition de stations météorologiques;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service météorologique de l'A. O. F. et du Togo fonctionne sous la direction d'un ingénieur en chef ou ingénieur principal, directeur du service nommé par arrêté du gouverneur général.

Le service météorologique est à la charge du budget général, sauf la station régionale du Togo qui est à la charge de ce territoire.

ART. 2. — La direction du service météorologique comprend un nombre variable de sections : section de la protection météorologique de la navigation aérienne, section des statistiques et recherches, section administrative, etc..

ART. 3. — Le réseau des stations est divisé en stations régionales. Chaque colonie comprend, au chef-lieu une station régionale groupant toutes les autres stations de la colonie.

La station régionale de Saint-Louis groupera également les stations de la Mauritanie.

La station régionale de Dakar-Ouakam dépend de la direction du service et le directeur du service est en même temps chef de la station régionale de la circonscription.

A l'intérieur de chaque station régionale, les stations sont groupées par stations principales.

Le groupement des stations est celui fixé par arrêté n° 1620/MET. du 1^{er} mai 1942.

ART. 4. — Le fonctionnement des stations régionales est confié à un ingénieur du cadre général des météorologistes qui prend le titre de chef de la station régionale de la ou des colonies sur lesquelles s'étend la station régionale.

Le fonctionnement d'une station principale est confié à un assistant météorologiste ou à un ingénieur si l'importance de la station le justifie.

ART. 5. — La surveillance de la protection météorologique est confiée à deux inspecteurs qui ont leur résidence : l'un à Dakar pour l'inspection des lignes Dakar-Nord, Dakar-Bamako, Dakar-Atlantique et Dakar-Côte sud jusqu'à Cotonou, l'autre à Bamako ou Niamey pour l'inspection de toutes les autres lignes.

Les ordres de mission relatifs aux inspections sont établis par le gouverneur de la colonie de résidence et à Dakar par le gouverneur secrétaire général.

Les rapports des inspecteurs sont adressés, sous couvert des gouverneurs, au directeur du service météorologique.

ART. 6. — La création de nouvelles stations, la modification des stations existantes, le groupement des stations sont prononcés par arrêté du gouverneur général, après avis ou sur proposition des gouverneurs intéressés.

ART. 7. — Le directeur du service météorologique précise par des instructions, les opérations à effectuer par les différents organes du service, les renseignements et la documentation de toute nature à recueillir et à fournir par eux.

ART. 8. — Le directeur du service météorologique est chargé d'assurer l'exercice des attributions définies par les textes qui régissent le service, notamment le décret du 29 avril 1929.

Il assure l'instruction et l'élaboration de toute affaire concernant la météorologie et les sciences annexes.

Il donne son avis et présente des propositions sur toutes les questions intéressant le service (organisation, fonctionnement, etc.) ainsi que sur les diverses questions relatives au personnel (organisation, recrutement, affectation, etc...)

Il note lui-même les agents en service à Dakar.

Les notes des autres agents du service lui sont communiquées, il y ajoute ses appréciations au point de vue technique.

Il prépare la correspondance du gouverneur général relative au service.

Il établit les propositions budgétaires pour l'ensemble du service, après avoir reçu celles faites par les colonies et qui doivent être transmises sous couvert des gouverneurs.

Il administre tous les crédits du matériel affecté au service et a pouvoir d'engager toutes les dépenses dans la limite des crédits inscrits, en se conformant aux dispositions réglementaires.

Il liquide les dépenses de la direction du service et en tient comptabilité conformément aux articles 100 à 102, 281 et 291 du décret du 30 décembre 1912.

Les correspondances doivent être adressées au gouverneur de la colonie intéressée; toutefois, pour les questions strictement techniques, il correspond directement avec les inspecteurs de la protection aérienne et les chefs des stations régionales.

Il peut prescrire directement au personnel du service, l'exécution d'opérations ou de travaux de jour et de nuit sous réserve d'en rendre compte au directeur général des finances du Gouvernement général lorsque ces travaux sont susceptibles d'entraîner des dépenses; dans le cas où le concours d'autres services serait nécessaire, des instructions spéciales émanant de l'autorité dont relèvent ces services en fixeraient les modalités.

Chaque année, il établit un rapport sur le fonctionnement de son service pendant l'exercice écoulé et un annuaire des observations effectuées par le service.

Il a la franchise postale avec les chefs des stations régionales et les inspecteurs de la protection aérienne.

ART. 9. — Le chef d'une station régionale relève du ou des gouverneurs des colonies sur lesquelles s'étend sa station.

Le chef d'une station régionale a, près du gouverneur, des attributions analogues à celles qu'exerce le directeur du service auprès du gouverneur général.

Au point de vue strictement technique, il est sous les ordres du directeur du service météorologique.

Il peut prescrire les opérations supplémentaires de jour et de nuit nécessaires pour la protection aérienne sous réserve d'en rendre compte dans le rapport mensuel correspondant.

Il établit chaque mois un rapport ayant trait aux questions administratives, à celles de la protection aérienne et du matériel. Ce rapport est transmis au gouverneur général sous couvert du gouverneur de la colonie.

L'envoi des documents techniques à la direction du service est fait dans les deux mois qui suivent leur établissement. L'envoi de ces documents sera accompagné d'une note sur la valeur de ceux-ci et sur les dispositions prises pour l'amélioration des observations.

Il correspond directement avec les chefs des stations principales pour les questions techniques.

Il a la franchise postale avec le directeur du ser-

vice météorologique, les commandants de cercle et les stations météorologiques.

Il note le personnel sous ses ordres.

Il établit les propositions budgétaires pour la ou les colonies dont il est chargé et prépare le programme des constructions.

ART. 10. — Le chef d'une station principale relève du chef de la station régionale pour toutes les questions techniques; pour les autres questions, il relève de l'autorité locale.

Il est chargé de la surveillance des stations qui dépendent de la station principale. Il centralise, corrige et complète les relevés et documents de ces stations, dépouille leurs diagrammes. Il adresse par la voie hiérarchique au chef de la station régionale et dans le mois qui suit, les documents techniques accompagnés d'une note sur la valeur des documents adressés et sur les observations faites aux stations.

Il établit un rapport mensuel dans les dix premiers jours du mois suivant et l'adresse par la voie hiérarchique à son chef de station régionale. Dans ce rapport, sont traitées les questions administratives, celles ayant trait à la protection aérienne et au matériel.

Il correspond avec les stations par l'intermédiaire des commandants de cercle intéressés. Cependant, pour tout ce qui a trait aux transmissions rapides et notamment pour la protection aérienne il correspond directement avec les stations.

Il a la franchise postale avec les commandants de cercle, le chef de la station régionale et les chefs des stations principales.

Il est dépositaire-comptable du matériel des stations sous ses ordres.

Les chefs des stations principales peuvent être autorisés par le gouverneur et sur la proposition du chef de la station régionale à inspecter les stations sous leurs ordres. L'absence de leur poste doit toujours être de courte durée et ne nuire en rien à la protection aérienne.

ART. 11. — La désignation des chefs des stations régionales est prononcée par décision du gouverneur général.

Les autres affectations sont faites par les gouverneurs.

Le personnel auxiliaire est recruté directement par les gouverneurs.

Les observateurs non spécialisés des stations climatiques et pluviométriques sont nommés par le gouverneur sur proposition des commandants de cercle après avis, si possible, du chef de la station principale. Pour ces nominations, les gouverneurs peuvent donner délégation aux commandants de cercle. Ces observateurs ont droit aux indemnités prévues par les textes en vigueur.

ART. 12. — Les observateurs ont la franchise postale avec les commandants de cercle et les chefs des stations principales.

ART. 13. — Les transmissions nécessaires à la concentration des renseignements météorologiques et à la protection aérienne sont réglées par circulaire après accord entre le directeur du service météorologique et le directeur des transmissions.

ART. 14. — Est rapporté l'arrêté du 28 avril 1938 portant réorganisation du service météorologique de l'A. O. F.

ART. 15. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1944, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

Douane

N° 3697 s. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de la République au Togo, du 19 octobre 1943, le poste de douane de Soudougui (frontière du Togo) est supprimé.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 3804 bis s. E. du 31 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du département des colonies;

Vu l'arrêté n° 945 s. E. du 15 mars 1941 fixant les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance des autorisations d'importation de marchandises soumises par les pays exportateurs à des mesures de contingentement;

Vu l'arrêté n° 2785 s. E. du 3 août 1943 portant organisation provisoire du commerce extérieur en temps de guerre;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 945 s. E. du 15 mars 1941 susvisé est rapporté.

ART. 2. — La répartition des marchandises d'importation réceptionnées par les soins du Comité du commerce extérieur ou de ses représentants sera effectuée entre les attributaires ayant déjà importé des marchandises similaires au cours des années 1938-1939. La part de chaque importateur sera proportionnelle au montant de ses importations de l'espèce durant les années de base indiquées ci-dessus, telles qu'elles résulteront des déclarations des intéressés qui devront apporter, à l'appui de leurs déclarations toutes justifications nécessaires et faire revêtir notamment lesdites déclarations du visa du service des douanes. En ce qui concerne toutefois les tissus, articles de mode et confections on prendra pour base, pour les répartitions qui seront effectuées avant le 1^{er} janvier 1944, les importations réalisées au cours des années 1937, 1938, 1939; à partir du 1^{er} janvier 1944, les tissus, articles de mode et confections seront soumis à la même règle que les autres marchandises et seront répartis proportionnellement aux importations des années 1938-1939.

ART. 3. — Des commissions désignées au sein des chambres de commerce intéressées auront qualité pour procéder à la vérification des déclarations des intéressés. Ces commissions pourront demander communication des factures originales des commerçants.

Elles pourront proposer à l'autorité administrative la radiation provisoire ou définitive des listes de répartition des commerçants qui auraient effectué de fausses déclarations. Ces commerçants pourront en outre se voir imposer le transfert — au prix de revient — de leurs stocks sur d'autres maisons de com-

merce. Ces sanctions d'ordre administratif seront prononcées par décisions des gouverneurs intéressés, sans préjudice des sanctions pénales prévues à l'article 6 ci-après.

ART. 4. — Un pourcentage maximum de 15% (quinze pour cent) pourra être réparti entre les commerçants titulaires d'une patente d'importateur antérieure à l'année 1940 mais ne pouvant justifier des antériorités exigées à l'article 2 ainsi qu'entre les représentants de commerce ou d'industrie pouvant justifier d'un arrêt de leur activité du fait de la guerre. Une fraction de ce pourcentage, à déterminer par les assemblées consulaires intéressées, sera toutefois en ce qui concerne les tissus, destinée par priorité à constituer ou à accroître la part des firmes commerciales traitant les principaux produits d'exportation nécessaires à l'effort de guerre (arachides, palmistes, caoutchouc).

Les chambres de commerce intéressées désigneront les bénéficiaires de la répartition prévue au présent article, la chambre de commerce de Dakar fonctionnant à cet égard pour le groupe de répartition Dakar — Sénégal — Mauritanie — Soudan en accord avec les représentants des assemblées consulaires de ce groupe au sein du conseil de gestion du Comité du commerce extérieur.

ART. 5. — Les commerçants détaillants, qui étaient déjà installés avant guerre, pourront demander aux grossistes importateurs de leur réserver une part de leurs attributions, proportionnelle aux achats de l'espèce effectués par eux chez ces mêmes grossistes durant les années de base prévues à l'article 2. Ils devront, s'ils usent de cette faculté, demander leur part non seulement des articles de vente facile mais de toutes les marchandises ou catégories de marchandises qu'ils traitaient durant les années de base.

En cas de contestation le différend sera soumis à l'arbitrage de la chambre de commerce de la circonscription du revendeur.

ART. 6. — Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément au décret du 2 mai 1939 susvisé.

ART. 7. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et le commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 31 octobre 1943.

P. COURNARIE.

(Soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local n° 625 AE. du 20 novembre 1943).

Articles textiles

ARRETE N° 3.839 s. E. du 5 novembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mai 1939 fixant les conditions d'application dans les colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et notamment son article 10;

Vu l'arrêté 1729/AP. du 27 mai 1939 promulguant en Afrique occidentale française le décret du 2 mai 1939;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en A. O. F.;

Vu l'arrêté 269 s. E. du 22 janvier 1942 modifié par l'arrêté 1986 s. E. du 3 juin 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous produits et les textes subséquents qui l'ont modifié, validés par ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu le télégramme circulaire n° 301 p/4 du 21 juillet 1943 qui a autorisé sous certaines réserves la mise en vente libre des tissus;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER — Sont et demeurent abrogés les arrêtés nos 269 s. E. du 22 janvier 1942 et 1986 s. E. du 3 juin 1942 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique.

ART. 2. — La vente des articles textiles aux consommateurs cesse d'être soumise au système du contrôle par présentation de tickets, extrait d'une « carte de vêtements » ou de bons d'achat, à l'exception toutefois des cretonnes, tulle moustiquaire ou substituts similaires, toile à voile, toiles à bâche, fils de pêche et laine layette, dont l'achat par les particuliers reste subordonné à la remise aux détaillants de bons spéciaux.

Par articles textiles il convient d'entendre : tissus, articles de mode et confections.

ART. 3. — Chaque colonie du groupe forme un secteur de répartition à l'intérieur duquel les attributions des articles textiles aux commerçants grossistes sont faites suivant le principe des antériorités (tempéré par l'institution du volant de réserve de 15% en faveur des commerçants qui ne sont pas attributaires de droit). L'ensemble des colonies du Sénégal, de la Mauritanie et du Soudan et le territoire de la circonscription de Dakar et dépendances forme toutefois à cet égard un unique secteur de répartition.

ART. 4. — Les transferts sont en principe libres à l'intérieur d'un même secteur de répartition sauf dispositions de circonstance prévues au titre II ci-après ou dispositions spéciales prises par les chefs de colonies en vertu du titre III dans le but d'utiliser au maximum les tissus d'importation alliée pour favoriser le développement des productions nécessaires à l'effort de guerre.

ART. 5. — Les transferts d'un secteur de répartition à un autre secteur de répartition devront toujours faire l'objet d'une autorisation de transfert accordée par les autorités administratives compétentes.

Les ventes de commerçant à commerçant à l'intérieur d'un même secteur de répartition feront l'objet d'une simple déclaration de transfert.

L'autorité administrative qui aura accordé l'autorisation de transfert ou reçu la déclaration de transfert notifiera à l'autorité administrative du lieu de destination les dits transferts.

ART. 6. — Les commerçants se livrant à la vente au détail des articles textiles, devront tenir une comptabilité sommaire dans laquelle une discrimination sera faite, dans les recettes journalières et les ventes au comptant, entre les ventes d'articles textiles et celles des autres marchandises. Le chef de la colonie ou du territoire intéressé pourra interdire de se livrer au com-

merce des articles textiles tout commerçant qui ne pourra présenter une telle comptabilité, correctement tenue et cela sans préjudice de sanctions pénales prévues à l'article 14.

ART. 7. — Les commerçants détenteurs de stocks d'articles textiles et qui se verront interdire le commerce de ces articles seront tenus d'opérer sur d'autres commerçants le transfert de leurs stocks dans les conditions qui seront précisées par le chef de la colonie ou du territoire intéressé.

ART. 8. — La déclaration mensuelle des stocks d'articles textiles est obligatoire et doit être établie selon la nomenclature ci-après :

I. — FILS

- 1^o — fils de pêche;
- 2^o — fils de laine de layette.

II. — Tissus

- 1^o — percales et shirtings;
- 2^o — guinées et similaires;
- 3^o — imprimés de tous genres;
- 4^o — mouchoirs de tête de toutes sortes confectionnés ou non;
- 5^o — tissus fabriqués partiellement avec des fils teints;
- 6^o — tous tissus de coton ou autres que ceux repris ci-dessus;
- 7^o — tissus de laine pure ou contenant de la laine dans quelque proportion que ce soit;
- 8^o — tissus de coton et rayonne mélangés;
- 9^o — tissus de coton et de soie mélangés;
- 10^o — toile à voile;
- 11^o — toile à bâche;
- 12^o — tulle moustiquaire et substituts similaires.

Pour la déclaration des stocks l'unité à reprendre est le mètre linéaire.

ART. 9. — Chaque colonie ou territoire établira mensuellement un état récapitulatif des stocks déclarés qui devra être transmis au plus tard le 20 de chaque mois au Gouvernement général en double exemplaire, l'un destiné à la direction générale des finances (contrôle des prix et stocks) et l'autre à la direction générale des services économiques (service du commerce).

TITRE II.

Dispositions de circonstance applicables, durant la période de la traite des arachides, à la colonie du Sénégal et au territoire de la circonscription de Dakar et dépendances.

ART. 10. — En vue de réserver le maximum d'articles textiles aux producteurs d'arachides et de maintenir un certain rapport entre les ventes de ces articles et la commercialisation des graines, les mesures suivantes seront exceptionnellement appliquées dans la colonie du Sénégal et sur le territoire de la circonscription de Dakar et dépendances jusqu'à la date de clôture de la traite des arachides.

a) La vente au détail des articles textiles sera limitée durant le mois de novembre 1943 au dixième des stocks déclarés à la date du 1^{er} novembre. La même limitation sera appliquée aux ventes de gros et demi-gros sauf si elles sont effectuées dans le cadre des répartitions géographiques qui seraient établies par le Comité du commerce extérieur ou si elles ont pour but d'approvisionner en articles textiles les escales des régions productrices d'arachides, auxquels cas les dites ventes pourront avoir lieu sans tenir compte de la limitation imposée ci-dessus.

b) Au cours des mois suivants, les ventes d'articles textiles pourront avoir lieu dans les mêmes conditions que celles précisées au paragraphe précédent, mais les limites de vente seront portées :

pour la période du 29 novembre (date d'ouverture de la traite au 31 décembre 1943 au tiers des stocks existants au 25 novembre 1943 (exceptionnellement la déclaration des stocks qui aurait dû être faite le 1^{er} décembre sera avancée de 5 jours et effectuée à cette date du 25 novembre);

pour le mois de janvier 1944 au tiers des stocks existants au 1^{er} janvier 1944;

pour le mois de février 1944 au tiers des stocks existants au 1^{er} février 1944;

pour le mois de mars 1944 au tiers des stocks existants au 1^{er} mars 1944.

c) Tous transferts d'articles textiles de colonie à colonie ou de cercle à cercle devront faire l'objet d'autorisations préalables qui seront en principe refusées, sauf si ces transferts sont effectués pour réaliser les répartitions géographiques décidées par le Comité du commerce extérieur ou s'ils ont pour but d'approvisionner les escales des régions productrices d'arachides.

ART. 11. — A la date de clôture de la traite des arachides, les ventes des articles textiles dans la colonie du Sénégal et sur le territoire de la circonscription de Dakar seront automatiquement et de nouveau réglementées par les dispositions générales du titre I.

TITRE III.

Dispositions spéciales

ART. 12. — Les gouverneurs des colonies et territoires de la fédération ont la faculté, s'ils estiment ces mesures utiles pour assurer les besoins de la traite des produits du cru nécessaires à l'effort de guerre, de bloquer tout ou partie des stocks d'articles textiles ou de certaines catégories seulement, d'interdire ou de prescrire tous transferts sur certains cercles, de déterminer, soit par fixation d'un pourcentage mensuel, soit par tout autre moyen, le rythme des ventes.

ART. 13. — Les toiles à voile ne pourront être mises en vente, contre remise des bons spéciaux prévus à l'article 2, que dans les ports, escales ou centres qui seront déterminés dans chaque colonie par le gouverneur intéressé.

ART. 14. — Les infractions au présent arrêté seront réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942 et de l'ordonnance du 10 septembre 1943.

ART. 15. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera mis en application suivant la procédure d'urgence prévue à l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920.

Dakar, le 5 novembre 1943.

Pour le gouverneur général absent,

Le gouverneur des colonies,

*Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

(Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 631 A. E. du 22 novembre 1943).

Transports routiers

ARRETE N° 3878 TP. du 9 novembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant la réglementation en matière de prix et stocks dans les territoires coloniaux ensemble les arrêtés généraux portant règlement des 31 décembre 1942 et 3 mai 1943, et l'ordonnance du 10 septembre 1943 qui l'ont modifiée et validée;

Vu l'arrêté du 29 mars 1943 donnant délégation aux chefs de colonies et de territoires de l'A. O. F. et du Togo;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

Sous réserve de ratification en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté général n° 2374 du 29 juin 1943 portant fixation des tarifs maxima des transports automobiles en A. O. F. et au Togo, est et demeure abrogé.

ART. 2. — A l'intérieur de chaque colonie ou territoire le gouverneur ou chef de territoire fixera les prix de transports par arrêtés locaux après avis de la commission des prix.

Si c'est nécessaire, il répartira les territoires soumis à son contrôle en secteurs de transports dans toute l'étendue desquels le prix des transports routiers sera le même pour un type de véhicule donné.

Une liaison s'établira entre les gouverneurs de colonies voisines pour la fixation des prix de transports à appliquer dans des secteurs limitrophes situés dans deux colonies.

ART. 3. — Les nouveaux prix basés sur les transports effectués à l'essence, devront être mis en vigueur avant le début de la prochaine traite.

ART. 4. — Le présent arrêté sera mis en application en A. O. F., suivant la procédure d'urgence prévue par l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 9 novembre 1943.

Pour le gouverneur général absent,

Le gouverneur des colonies,

*Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*

L. GEISMAR.

(Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 626 AE/TP. du 20 novembre 1943).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel

Chemins de fer et Wharf

ARRETE N° 558 P. du 18 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les actes subséquents l'ayant modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les actes postérieurs y apportant modification;

Vu l'arrêté n° 544 du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du territoire du Togo, à l'exception du cadre des services civils;

Vu l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 606 du 29 octobre 1938 modifiant l'arrêté n° 612 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre européen des travaux publics des territoires du Togo;

Vu le décret du 19 mai 1933 fixant le statut du personnel des chemins de fer coloniaux, promulgué au Togo par arrêté n° 318 du 15 juin 1939;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du service des travaux publics et des transports du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 599 du 23 octobre 1942 au sujet du déplacement au Togo;

Vu l'arrêté général n° 999 du 6 mars 1943 portant organisation et fonctionnement de la direction des transports de l'A. O. F. et du Togo;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu le T. O. n° 474 P. du 12 octobre 1943 du haut-commissaire de la République;

Sous réserve d'approbation par M. le commissaire aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo placé sous le mandat de la France forme un cadre à la disposition du commissaire de la République qui nomme à tous les emplois.

ART. 2. — Ce cadre comprend :

a) le personnel de l'administration centrale et des bureaux,

b) le personnel de l'exploitation,

c) le personnel de la voie et des bâtiments,

d) le personnel du matériel et de la traction.

ART. 3. — La hiérarchie, la solde et le classement au point de vue de la concession des passages et des indemnités du personnel du cadre local des chemins de fer du Togo sont fixés comme suit :

GRADES		SOLDE AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDE AU 1 ^{er} MAI 1943	CATEGORIES	PROPORTIONS
Administration centrale et bureaux						
Chef de bureau et chef d'études . . .	Après 2 ans .	34.000	10.000	44.000	1° B	1 au maximum
	Avant 2 ans .	29.000	9.000	38.000		
S/chef de bureau et s/chef d'études .	Après 4 ans .	26.000	9.000	35.000	2°	1 au maximum
	Avant 4 ans .	23.500	9.000	32.500		
	Avant 2 ans .	21.000	9.000	30.000		
Agent comptable principal, dessina- teur principal et agent technique principal	Après 66 mois	23.500	9.000	32.500	3°	
	Avant 66 mois	21.000	9.000	30.000		
	Avant 42 mois	18.000	8.000	26.000		
	Avant 18 mois	16.500	8.000	24.500		
Agent comptable, dessinateur et Agent technique	Après 54 mois	14.500	8.000	22.500	3°	
	Avant 54 mois	14.000	8.000	22.000		
	Avant 36 mois	12.500	8.000	20.500		
	Avant 18 mois	11.500	8.000	19.500		
Agent comptable, dessinateur, agent technique stagiaire		10.500	8.000	18.500		
Exploitation						
Inspecteur	Après 2 ans .	34.000	10.000	44.000	1° B	1 au maximum
	Avant 2 ans .	29.000	9.000	38.000		
Sous-inspecteur	Après 4 ans .	26.000	9.000	35.000	2°	1 au maximum
	Avant 4 ans .	23.500	9.000	32.500		
	Avant 2 ans .	21.000	9.000	30.000		
Chef de gare et contrôleur principal.	Après 66 mois	23.500	9.000	32.500	3°	
	Avant 66 mois	21.000	9.000	30.000		
	Avant 42 mois	18.000	8.000	26.000		
	Avant 18 mois	16.500	8.000	24.500		
S/chef de gare et contrôleur	Après 54 mois	14.500	8.000	22.500	3°	
	Avant 54 mois	14.000	8.000	22.000		
	Avant 36 mois	12.500	8.000	20.500		
	Avant 18 mois	11.500	8.000	19.500		
S/chef de gare et contrôleur stagiaire		10.500	8.000	18.500		

GRADES		SOLDE AU 16 JUIN 1940	SUPPLÉMENT PROVISOIRE DE TRAITEMENT	SOLDE AU 1 ^{er} MAI 1943	CATÉGORIES	PROPORTIONS
Voie et bâtiments						
Inspecteur	Après 2 ans	34.000	10.000	44.000	1 ^o B	1 au maximum
	Avant 2 ans	29.000	9.000	38.000		
Chef de section	Après 4 ans	26.000	9.000	35.000	2 ^o	1 au maximum
	Avant 4 ans	23.500	9.000	32.500		
	Avant 2 ans	21.000	9.000	30.000		
Chef de district principal	Après 66 mois	23.500	9.000	32.500	3 ^o	
	Avant 66 mois	21.000	9.000	30.000		
	Avant 42 mois	18.000	8.000	26.000		
	Avant 18 mois	16.500	8.000	24.500		
Chef de district	Après 54 mois	14.500	8.000	22.500		
	Avant 54 mois	14.000	8.000	22.000		
	Avant 36 mois	12.500	8.000	20.500		
	Avant 18 mois	11.500	8.000	19.500		
Chef de district stagiaire		10.500	8.000	18.500		
Matériel et traction						
Inspecteur, chef de dépôt, chef d'atelier	Après 2 ans	34.000	10.000	44.000	1 ^o B	1 au maximum
	Avant 2 ans	29.000	9.000	38.000		
S/chef de dépôt et S/chef d'atelier	Après 4 ans	26.000	9.000	35.000	2 ^o	1 au maximum
	Avant 4 ans	23.500	9.000	32.500		
	Avant 2 ans	21.000	9.000	30.000		
Chef ouvrier d'art et chef mécanicien	Après 66 mois	23.500	9.000	32.500		
	Avant 66 mois	21.000	9.000	30.000		
	Avant 42 mois	18.000	8.000	26.000		
	Avant 18 mois	16.500	8.000	24.500		
Ouvrier d'art et s/chef mécanicien	Après 54 mois	14.500	8.000	22.500	3 ^o	
	Avant 54 mois	14.000	8.000	22.000		
	Avant 36 mois	12.500	8.000	20.500		
	Avant 18 mois	11.500	8.000	19.500		
Ouvrier d'art et s/chef mécanicien stagiaire		10.500	8.000	18.500		

Les agents du cadre des chemins de fer et du wharf servant hors de leur pays d'origine perçoivent, en outre, un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. Toutefois les agents de ce cadre originaires de l'A. O. F. (sauf le Dahomey), de l'A.E.F. ou du territoire du Cameroun placé sous mandat de la France perçoivent, au lieu du supplément colonial, un supplément local dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les agents originaires du Togo et du Dahomey ne perçoivent ni supplément colonial, ni supplément local.

RECRUTEMENT

ART. 4. — Tout candidat à un emploi dans le cadre local des chemins de fer et du wharf doit — sous réserve des dispositions édictées en faveur des militai-

res et anciens militaires classés, par les lois et règlements sur les emplois réservés et les lois sur le recrutement de l'armée — remplir les conditions suivantes :

- être français;
- produire un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;
- n'avoir aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 extrait du casier judiciaire;
- avoir satisfait aux obligations militaires;
- justifier de l'aptitude physique au service colonial par un certificat de visite et contre-visite délivré par des médecins militaires;
- avoir été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire après examen par un médecin phthisiologue ou spécialisé;
- être âgé de 21 ans au moins et pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté à l'âge limite fixé par les règlements en vigueur;

h) posséder l'un des titres suivants :

Diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, brevet supérieur de l'enseignement primaire; diplôme de sortie de l'école coloniale du Havre, de l'institut commercial de Paris; certificat de fin d'études de l'école centrale lyonnaise ou d'une école supérieure ou pratique de commerce, d'enseignement professionnel ou technique reconnue par l'Etat et délivré dans les conditions fixées par les règlements en vigueur et, en outre, justifier par des titres spéciaux de leur aptitude à l'emploi sollicité.

Par dérogation au paragraphe (h), tout candidat peut être admis dans le cadre s'il a :

1^o — accompli deux années de séjour effectif en qualité de contractuel dans un des services du cadre.

2^o — satisfait aux épreuves d'un examen dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de la République. Cet examen ne peut être subi qu'après autorisation accordée par le commissaire de la République sur la proposition du directeur du chemin de fer.

ART. 5. — Peuvent d'autre part être recrutés en qualité de :

A. — Comptable stagiaire

Les candidats possédant l'un des titres suivants :

1^o — Diplôme d'une école de comptabilité reconnue par l'Etat;

2^o — Certificat de teneur de livres de la Société de comptabilité de France;

3^o — Les anciens sous-officiers, caporaux de toutes armes, justifiant, par certificat portant appréciation technique constatée, de deux années de pratique dans un emploi analogue dans un service administratif de travaux publics, dans une entreprise de travaux publics ou du chemin de fer métropolitain ou colonial, ou de deux années de fonctions de comptable dans leur grade.

B. — Sous-chefs de gare, chefs de district, dessinateurs, agents techniques

1^o — Les anciens sous-officiers, caporaux et brigadiers de toutes armes, justifiant, par certificat portant appréciation technique constatée, de deux années de pratique dans un service administratif de travaux publics, dans une entreprise de travaux publics ou de chemin de fer métropolitain ou colonial;

Les anciens agents commissionnés des grands réseaux et des chemins de fer métropolitains ou coloniaux justifiant de deux années de pratique dans un service technique de l'administration centrale ou régionale (exploitations, traction ou voie) ou dans un service des approvisionnements généraux.

C. — Ouvriers d'art

Les anciens ouvriers des compagnies d'ouvriers de l'artillerie métropolitaine ou coloniale, des directions d'artillerie, du service automobile ou de l'aéronautique, des arsenaux maritimes et les anciens mécaniciens brevetés de la flotte ou de l'aéronautique justifiant de deux années de pratique dans ces corps et services.

D. — Sous-chefs mécaniciens

Les candidats qui, possédant les titres énumérés aux paragraphes B ou C ci-dessus, peuvent produire un certificat d'aptitude à la conduite des locomotives délivré par une compagnie de chemin de fer métropolitain ou colonial.

ART. 6. — A défaut de candidat militaire ou ancien militaire classé, les emplois vacants sont attribués aux autres candidats.

ART. 7. — Les ouvriers d'art peuvent être nommés sous-chefs mécaniciens et les chefs ouvriers d'art, chefs mécaniciens après avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de la République et après avoir obtenu le certificat d'aptitude à la conduite des locomotives.

ART. 8. — Peuvent être agréés directement en qualité de sous-chefs de bureau avant 2 ans dans la limite du cinquième des emplois vacants, les candidats titulaires d'une licence et justifiant d'une année de présence dans un service de contentieux d'une administration de chemin de fer.

Le reste des emplois vacants est réservé aux chefs comptables du cadre des travaux publics et comptables principaux du cadre des chemins de fer et du wharf, inscrits au tableau d'avancement pour ce grade après avoir satisfait aux épreuves d'un examen dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de la République.

ART. 9. — Peuvent être agréés directement en qualité de : Sous-chefs d'études, sous-inspecteurs d'exploitation, chefs de section des voies et bâtiments, sous-chefs de dépôt, sous-chefs d'atelier, avant 2 ans dans la limite du quart des emplois vacants, les candidats possédant l'un des titres énumérés ci-après :

Licence; diplôme délivré par le ministre du commerce aux élèves des écoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat; diplôme de sortie des écoles d'arts et métiers, de l'école spéciale des travaux publics, de l'école centrale lyonnaise ou toute autre école reconnue par l'Etat d'un niveau d'études scientifiques égal à celui des écoles d'arts et métiers; brevet d'officier d'artillerie et du génie de l'armée active. Ces candidats doivent en outre justifier de deux années de fonctions analogues dans l'exploitation d'un chemin de fer.

Le reste des emplois vacants est réservé aux dessinateurs principaux, contrôleurs principaux, chefs de district principaux, chefs de gare, chefs-ouvriers d'art, chefs mécaniciens du cadre des chemins de fer et du wharf, chefs dessinateurs, chefs surveillants, chefs ouvriers d'art du cadre des travaux publics, après avoir satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du commissaire de la République.

ART. 10. — Peuvent être agréés directement en qualité de chefs de bureau, chefs d'études, inspecteurs d'exploitation, inspecteur des voies et bâtiments, chefs de dépôt, chefs d'atelier, inspecteurs du matériel et de la traction, avant 2 ans dans la limite du tiers des emplois vacants, les candidats ayant satisfait aux examens de sortie de l'école polytechnique ou titulaires du diplôme d'ingénieur de l'école centrale de Paris et justifiant de dix ans de pratique de leur spécialité dans un chemin de fer métropolitain ou colonial ou ayant satisfait aux examens des grades correspondants des grandes compagnies.

Le reste des emplois vacants est réservé respectivement aux sous-chefs de bureau, sous-chefs d'études, sous-inspecteur d'exploitation, chefs de section des voies et bâtiments, sous-chefs de dépôt, sous-chefs d'atelier du cadre des chemins de fer et du wharf ayant deux ans d'ancienneté dans l'échelon après 4 ans et inscrits au tableau d'avancement pour ce grade.

ART. 11. — En dehors des cas spéciaux stipulés ci-dessus, nul ne pourra être admis qu'au grade et à l'échelon de début.

STAGE

ART. 12. — Tout candidat admis dans le cadre local européen des chemins de fer du Togo, doit accomplir une année de stage, avec présence effective au territoire, comptant du jour de son arrivée au Togo, à l'expiration de laquelle il est, par arrêté du commissaire de la République, après avis du directeur du chemin de fer, soit titularisé, soit licencié, soit soumis à une nouvelle période de stage d'un an.

Dans ce dernier cas, le candidat est, à l'expiration de cette période, définitivement titularisé, ou licencié, dans les mêmes formes.

Le licenciement peut être prononcé au cours du stage pour indiscipline, incapacité professionnelle ou inaptitude physique.

Les agents stagiaires licenciés pour inaptitude physique peuvent recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par le règlement sur la solde.

Le temps de stage compte pour l'avancement à l'exception des périodes de stage supplémentaire.

Sont dispensés de stage les agents recrutés en exécution des dispositions du dernier paragraphe de l'article 4 (agents contractuels).

Le temps accompli à titre d'agent contractuel compte pour l'avancement dans la limite d'un an.

AVANCEMENT

ART. 13. — Le passage de la solde inférieure à la solde supérieure dans les différents échelons indiqués pour chacun des grades prévus au tableau de l'article 3 ci-dessus, a lieu automatiquement le premier jour du trimestre qui suit la date où l'agent remplit les conditions d'ancienneté requises pour le franchissement des échelons et les conditions de séjour ci-après :

- a) 14 mois de séjour colonial dans les échelons de 18 mois;
- b) 18 mois de séjour colonial dans les échelons de 24 mois.

Cette augmentation de solde est constatée par décision du commissaire de la République.

ART. 14. — Les avancements en grade sont conférés par arrêté du commissaire de la République sur la proposition du directeur du chemin de fer après avis de la commission de classement.

Ils ont lieu au choix ou à l'ancienneté dans la proportion de deux tiers au choix et un tiers à l'ancienneté pour les grades d'agent comptable principal, dessinateur principal, agent technique principal, chef de gare, contrôleur principal, chef de district principal, chef ouvrier d'art, chef mécanicien; uniquement au choix pour les grades supérieurs.

La quotité de la solde de grade perçue ne constitue pas une condition d'avancement.

Les conditions d'ancienneté et de séjour exigées pour l'avancement en grade sont les suivantes :

1^o — pour les grades d'agent comptable principal, dessinateur principal, agent technique principal, chef de gare, contrôleur principal, chef de district principal, chef ouvrier d'art, chef mécanicien :

- a) au choix : 42 mois d'ancienneté dans le grade inférieur comprenant 2 ans de séjour colonial;
- b) à l'ancienneté : 6 ans d'ancienneté dans le grade inférieur comprenant 42 mois de séjour colonial;

2^o — pour les grades de sous-chef de bureau, sous-chef d'études, sous-inspecteur, chef de section, sous-chef de dépôt, sous-chef d'atelier :

4 ans d'ancienneté dans le grade inférieur comprenant 30 mois de séjour colonial;

3^o — pour les grades de chef de bureau, chef d'études, d'inspecteur d'exploitation, de la voie et des bâtiments, ou du matériel et de la traction, de chef de dépôt, et de chef d'atelier :

6 ans d'ancienneté dans le grade inférieur comprenant 42 mois de séjour colonial.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les sous-chefs de dépôt ou sous-chefs d'atelier ne peuvent être promus que chefs de dépôt ou chefs d'atelier.

Les chefs de dépôt et chefs d'atelier comptant 2 ans d'ancienneté dans leur grade, peuvent être classés inspecteurs après 2 ans, après avoir subi avec succès les épreuves d'un examen d'aptitude dont les conditions sont fixées par arrêté du commissaire de la République.

ART. 15. — Le temps passé en France par les agents régulièrement détachés dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, soit dans un service relevant du ministère des colonies, soit aux expositions coloniales, soit à l'agence économique des territoires africains sous mandat compte pour sa durée comme ancienneté et pour la moitié comme séjour colonial.

Le nombre des agents ainsi détachés ne peut excéder 5% de l'effectif total du corps. Pendant leur détachement les agents sont notés et proposés par leur chef de service. Ils ne peuvent être détachés pour une période supérieure à trois ans, ni bénéficier de plus d'un avancement pendant la période de leur détachement.

Le temps passé par les agents du cadre local européen en mission hors de la colonie compte pour l'avancement comme séjour dans la colonie jusqu'à concurrence de six mois, traversées comprises. Le nombre des agents ainsi détachés ne peut dépasser 5% de l'effectif total du corps.

COMMISSION DE CLASSEMENT

ART. 16. — La commission de classement du personnel du cadre du chemin de fer du Togo est composée comme suit :

Président :

Le directeur du réseau;

Membres :

Le chef de cabinet;

Le chef du bureau du personnel;

Un ingénieur ou ingénieur-adjoint des travaux publics;

Deux représentants du cadre choisis, autant que possible parmi les agents du grade le plus élevé.

Ces derniers ne prennent pas part aux discussions et aux votes concernant les agents d'un grade égal ou supérieur au leur, mais ils continuent, dans ce cas à assister aux délibérations.

Les membres sont désignés par arrêté du commissaire de la République.

DISCIPLINE

ART. 17. — Les peines disciplinaires applicables au personnel sont les suivantes :

1^o — La réprimande;

2^o — Le blâme avec inscription au dossier;

3^o — La radiation du tableau d'avancement;

4^o — La rétrogradation;

5^o — La révocation.

ART. 18. — La réprimande est infligée par le directeur du chemin de fer.

Il est immédiatement rendu compte du prononcé de cette peine au commissaire de la République qui conserve le droit de l'annuler ou de poursuivre l'application d'une peine plus forte.

Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le commissaire de la République sur la proposition du directeur du chemin de fer.

ART. 19. — La radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation, la révocation, sont prononcées par arrêté du commissaire de la République après avis d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête est composé comme suit :

Président :

Le secrétaire général ou à défaut un administrateur en chef des colonies.

Membres :

Un administrateur des colonies;

Un ingénieur ou ingénieur-adjoint des travaux publics ayant une solde au moins égale à celle de l'intéressé.

Deux agents du cadre de l'agent en cause, au moins du même grade que lui mais plus anciens ou à défaut, deux agents d'un cadre régulier, ayant la même assimilation et une ancienneté supérieure.

Le commissaire de la République fixe, par arrêté, la composition et le lieu de réunion du conseil.

L'agent traduit devant un conseil d'enquête peut, au cours de l'information faite par le rapporteur et devant le conseil, se faire assister d'un défenseur choisi par lui et agréé par le commissaire de la République.

ART. 20. — Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée à un agent du cadre local européen, sans qu'il ait été appelé à fournir des justifications écrites et à prendre préalablement connaissance de son dossier de personnel intégral.

HONORARIAT

ART. 21. — L'honorariat du grade peut être conféré par arrêté du commissaire de la République, après avis de la commission de classement, aux agents du cadre local européen retraités ou démissionnaires.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 22. — Du point de vue exclusif de l'ancienneté et, compte tenu des retards imputables à non propositions, il sera procédé à la révision de la situation administrative de chacun des agents du cadre local des chemins de fer et du wharf en appliquant les dispositions du présent arrêté depuis décembre 1933 et à partir de leur situation avant le reclassement opéré à cette date.

Ce nouveau reclassement aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

ART. 23. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation ministérielle notifiée par cablogramme n° 2228 Colalg. /TP. en date du 20 novembre 1943).

Organisation territoriale

Subdivision de Bassari

ARRETE N° 593 A. P. A. du 12 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté n° 459 du 23 octobre 1940 déterminant l'appellation du cercle de Sokodé;

Sur la proposition du commandant de cercle de Sokodé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER — Le canton de Nawaré (cercle de Sokodé — subdivision de Bassari) est supprimé.

ART. 2. — Sont rattachés au canton de Guérin-Kouka (subdivision de Bassari) les villages du canton de Nawaré dont les noms suivent : Lialébou, Boupadjabé, Nampoach et Koulamon.

ART. 3. — Sont rattachés au canton de Bapuré (subdivision de Bassari) les villages du canton de Nawaré dont les noms suivent : Binadjoubé, Boumpal, Boudjido, Djépil, Insadjabo, Koubobou, Koussatine, Koumboul, M'balé, Naboudjado, Nailé, Nawaré, Ouadjado, Kpandja, Saadji, Koudjoudjou, Boundjalé, Tchiri Kpambo.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Commandement indigène

N° 688 A. P. A. — Par décision du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

12 novembre 1943. — Sont rendues applicables au canton de Guérin-Kouka (cercle de Sokodé — subdivision de Bassari) les dispositions de l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936, portant organisation du commandement indigène au Togo.

Circulation routière

N° 607 T. P. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

13 novembre 1943. — Dans le but de réduire l'usure des pneumatiques, les vitesses limites fixées à l'article 9 de l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 sont temporairement réduites comme suit :

Véhicules de 1 T. 5 à 5 T... 45 kms. heure au lieu de 60;

Véhicules de 5 T. et plus... 30 kms. heure au lieu de 40.

Boissons

ARRETE N° 613 A. E. du 15 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 1,294 SE. du 29 mars 1943 déléguant aux chefs de territoire les pouvoirs conférés au gouverneur général en matière de prix et stocks;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La vente de tous spiritueux, apéritifs à base de vin, et vins de liqueur est interdite à compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — La déclaration des stocks existant à la même date devra être adressée au bureau des affaires économiques. (C. P. S.).

ART. 3. — La suspension de la vente ne s'applique pas aux hôtels et débits de boissons autorisés.

ART. 4. — Les sanctions applicables en cas d'infraction à ces dispositions sont celles prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le chef du service de contrôle de prix et stocks, le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle et chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié, vu l'urgence, par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Cacao

ARRETE N° 614 AE. du 15 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 262 AGRO. du 28 avril 1943 portant fermeture de la campagne du cacao;

Vu l'arrêté n° 3614 SEP. du 11 octobre du haut-commissaire de la République au Togo fixant la valeur FOB du cacao Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne du cacao est ouverte pour compter du 18 novembre 1943.

ART. 2. — Les prix à payer aux producteurs seront les suivants :

	PRIX INTERMÉDIAIRE	PRIX PRODUCTEUR
Lomé	2.893	2.743
Agou	2.669	2.494
Palimé	2.627	2.452
Atakpamé	2.559	2.384

Les prix aux producteurs dans les centres éloignés du rail seront fixés par les chefs de circonscription en déduisant les seuls frais de transports routiers décomptés aux tarifs en vigueur.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes, des subdivisions et autres lieux publics.

Lomé, le 15 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Surveillance des prix

Gari — igname — maïs

ARRETE N° 623 AE. du 20 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté n° 536 AE. du 7 octobre 1943 réorganisant le service local du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 534 AE. du 5 octobre 1943 réorganisant la commission des prix;

Vu le procès-verbal en date du 17 novembre 1943 de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la date de publication du présent arrêté les prix de vente au détail à Lomé du gari, igname et maïs sont fixés comme suit :

Gari 2 francs le kilogramme.
Maïs 1 fr.25 le kilogramme.
Igname 2 francs le kilogramme.

ART. 2. — Les prix d'achat au producteur de maïs sont ceux fixés par l'arrêté n° 551 AE. du 15 octobre 1943.

ART. 3. — Les prix d'achat au producteur du gari et de l'igname sont fixés comme suit :

	INTERMÉDIAIRES		PRODUCTEURS	
	Gari	Igname	Gari	Igname
Anécho	1.547	—	1.447	—
Anfouin	1.482	—	1.382	—
Afouéta	1.492	—	1.392	—
Vogah	1.427	—	1.327	—
Atakpamé	—	1.316	—	1.216
Anié	—	1.292	—	1.192

ART. 4. — Les prix d'achat hors de ces centres seront fixés par les chefs de circonscription déduction faite des transports routiers aux tarifs officiels en vigueur.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté seront passibles des sanctions prévues par la loi.

ART. 6. — Vu l'urgence le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes, subdivisions et autres lieux publics.

Lomé, le 20 novembre 1943.

Pour le commissaire de la République p. i.,
l'inspecteur des affaires administratives
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Huiles

ARRETE N° 624 AE. du 20 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942;
 Vu l'arrêté n° 536 AE. du 7 octobre 1943 réorganisant le service local du contrôle des prix et stocks;
 Vu l'arrêté n° 534 AE. du 5 octobre 1943 réorganisant la commission des prix;
 Vu l'arrêté 525 AE. du 2 octobre 1943 rendant applicable au Togo les dispositions de l'arrêté général 3.215 F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix;
 Vu le procès-verbal du 17 novembre 1943 de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix de vente des articles dont l'homologation a été demandée par la F. A. O. et la U. A. C.

1^o — F. A. O.

	MOTEX 55 AG 800 litres	GEAR OIL 55 AG-200 litres	MOTOR CUP GREASE 100-Lbs 45 k. 400
Prix de gros par unité d'emballage, produits nus.	2.106,60	2.250,60	859,70
Prix détail emballage 1,25 fût bois p. l.	11,10 litre	11,80 litre	19,90 kg
		1,25	

2^o — U. A. C.

Huile lubrifiant B-B-1×46
 prix de vente en gros, le baril 182 kgs. 500
 4.505,75 5% coulage en sus au détaillant.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes et circonscriptions et autres lieux publics.

Lomé, le 20 novembre 1943.

*P. Le commissaire de la République p. i.,
 l'inspecteur des affaires administratives,
 chargé de l'expédition des affaires
 courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Transports routiers

ARRETE N° 629 TP. du 20 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté 462 T. P. du 25 août 1943 portant fixation des prix maxima des transports automobiles de marchandises;

Vu l'arrêté général 3878 du 9 novembre 1943 abrogeant l'arrêté général 2374 du 29 juin 1943 portant fixation des prix maxima des transports automobiles en A. O. F. et au Togo;

Vu l'avis de la commission des prix dans sa séance du 17 novembre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif maximum des transports automobiles de marchandises est fixé dans l'ensemble du territoire, quels que soient la charge utile du véhicule et le carburant employé (essence, gas-oil, gaz des forêts...) à cinq francs la tonne kilométrique effectivement transportée.

Le tarif est porté à six francs sur les parcours montagneux suivants :

Atakpamé-Badou.

Route du plateau de Daye, à partir de l'embranchement sur la route Atakpamé-Palimé.

ART. 2. — Le tarif maximum du véhicule par kilomètre est fixé à trois francs (trois francs cinquante sur les parcours montagneux) par tonne de charge utile; le parcours étant décompté avec retour au point de départ.

ART. 3. — La taxe de 1,70 cessera d'être perçue sur les bons d'achat délivrés postérieurement à la date de publication de l'arrêté général 3878 du 9 novembre.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans les bureaux de postes.

ART. 5. — Le chef du service local des transports, le chef du service local des stocks et prix, les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Coprah

ARRETE N° 630 AE. du 21 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3.502 SE. du 30 septembre 1943 fixant la valeur des produits de la récolte 1943-44;

Vu l'arrêté n° 588 AE. du 8 novembre 1943 prescrivant l'arrêt des achats de coprah;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les achats de coprah sont à nouveau autorisés pour compter de la date de publication du présent arrêté.

ART. 2. — Les prix à payer seront les suivants :

	Prix aux producteurs	Prix aux intermédiaires
Lomé	3.009	—
Anécho	2.881	2.931

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui abroge les dispositions de l'arrêté n° 588 du 8 novembre 1943, sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles ainsi que dans tous bureaux de postes et autres lieux publics.

Lomé, le 21 novembre 1943.

A. MERCADIER.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Révocation**

Par arrêté du commissaire aux colonies, du 11 octobre 1943, M. René Vallette, adjoint de 2^e classe des services civils des colonies, est révoqué de son emploi.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**Nominations — Affectations**

N^o 3861 P. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

6 novembre 1943. — Les élèves sages-femmes auxiliaires (promotion 1943) qui ont obtenu le diplôme de fin d'études, et dont les noms suivent, sont nommées dans le cadre commun secondaire des sages-femmes auxiliaires de l'A. O. F., en qualité de sages-femmes auxiliaires de 3^e classe (stagiaires) :

Julie Koukoui

Les intéressées reçoivent les affectations suivantes :

Julie Koukoui Togo.

La présente décision aura effet pour compter du jour de la mise en route ou de la date de prise de service des intéressées.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Nominations — Affectations**

Par arrêté n^o 615 P. du :

15 novembre 1943. — L'agent auxiliaire Amouzou Bertrand est admis dans le cadre local indigène du Togo en qualité de commis d'administration stagiaire (1^{er} échelon).

Il est mis à la disposition du commandant du cercle de Sokodé en remplacement du commis d'administration Ajavon Adolphe appelé à d'autres fonctions.

Par décision n^o 698 P. du :

19 novembre 1943. — Mme. Ekué Delphine institutrice stagiaire du cadre secondaire de l'A. O. F., nouvellement arrivée au territoire, est affectée à l'école ménagère de Lomé pour compter de la date de sa prise de service.

Agents auxiliaires**Révocation**

Par décision n^o 683 P. du :

10 novembre 1943. — Le forgeron auxiliaire Kokou Egbla est révoqué, à compter du 1^{er} octobre 1943, pour abandon de poste.

Gardes frontières**Suspension de fonctions**

Par arrêté n^o 594 P. du :

12 novembre 1943. — Les gardes-frontières stagiaires Richard Estève et Bruce François sont, et ce jusqu'à arrêt du tribunal colonial d'appel, suspendues de leurs fonctions pour compter du 25 octobre 1943, date à laquelle ils ont été condamnés à trois mois de prison pour extorsion de fonds par le tribunal de 1^{er} degré de Lomé.

Forces de Police**Retraite — Licenciement — Radiation**

Par arrêté n^o 616 F. du :

15 novembre 1943. — Les gardes de cercle dont les noms suivent radiés des contrôles des forces de police du territoire, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

à compter du 15 mars 1943

Bioguédé Nagoundi, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 1087.

à compter du 1^{er} juillet 1943

Toi Sondé Halougom, brigadier de 2^e classe, N^o Mle 397.

à compter du 1^{er} août 1943.

Yemôa Lokonon, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 1318.

à compter du 1^{er} septembre 1943

Missa I Akouassao, garde de 2^e classe, N^o Mle 775.

à compter du 1^{er} octobre 1943

Koatassima Raouta, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 352.

Adam Chanero, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 931.

Binatama Binga, garde de 1^{re} classe, N^o Mle 247.

Par arrêté n^o 622 EM. du :

19 novembre 1943. — Le brigadier de 2^e classe Fossaga, N^o Mle 821, est licencié pour faute grave en service et rayé des contrôles actifs des forces de police du territoire à compter du 1^{er} novembre 1943.

Le garde de 2^e classe Niama, N^o Mle 1267, décédé à l'hôpital de Sokodé le 1^{er} novembre 1943, est rayé des contrôles actifs des forces de police du territoire à compter du 2^e novembre 1943.

DIVERS**Commandement indigène**

Par arrêté n^o 592 APA. du :

12 novembre 1943. — Le nommé Dalaré, chef du canton de Nawaré (cercle de Sokodé — Subdivision de Bassari) est révoqué de ses fonctions, pour compter du 1^{er} octobre 1943.

Par décision n^o 689 APA. du :

12 novembre 1943. — Il est alloué pour compter du 1^{er} octobre 1943, au nommé Oudiné, chef du canton de Guérin-Kouka, une solde annuelle de 3.000 frs, payable à terme échu, par trimestre.

Est supprimée pour compter de la même date la solde annuelle de 3.000 frs. allouée au chef Dalaré par décision n^o 625 APA. du 25 août 1942.

Dégrèvements — Remises gracieuses — Remboursements

Par arrêté n° 599 c. n. du :

13 novembre 1943. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses ci-après :

EXERCICE 1943 :**Lama-Kara**

Rôle 189 art. 3 R. P. MALASSENET

Rôle 189 art. 4 R. P. BRUNGARD

Rôle 189 art. 5 R. P. FISCHER

Trésor

Rôle 52 art. 46 LHUISSIER fils

IMPÔT (taxe fixe)	PRESTATION	TOTAL
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
750,—	120,—	870,—
250,—	40,—	290,—

Le Trésorier-Payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en réduction de ses prises en charge.

Sont autorisés les remboursements suivants :

1^{er} au profit de M. ZÈLE, représentant des Etablissements EYCHENNE

EXERCICE 1943 :**Trésor**

Rôle n° 18 art. 137 (Impôt cédulaire 3 436,—

Rôle n° 33 art. 7 (Impôt général sur le revenu 28 782,—

TOTAL 32 218,—

2^e au profit du sieur JOHN QUIST

EXERCICE 1942 :**Lomé-Ville**

Rôle n° 19 art. 233 — Impôt foncier 57,—

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 621 APA. du :

19 novembre 1943. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant cinq ans, pour compter du 27 novembre 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, au nommé Malam Yaya, de la prison d'Atakpamé, âgé de 40 ans environ, né à Wa (Gold-Coast), fils de feu Ibrahim et de Assiata, marchand de bestiaux, demeurant à Atakpamé, condamné à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour complicité de vol de fusils, par jugement n° 139 du 4 décembre 1941 du tribunal du premier degré d'Atakpamé.

Pensions

Par arrêté n° 606 F. du :

13 novembre 1943. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Trois cent quarante trois francs (343 frs.) à compter du 1^{er} juillet 1942 — 2^o au taux annuel de Six cent quatre-vingt-six francs (686 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde de 2^e classe Djamédja Cissiné — N° Mle 1072 — né en 1898 à Biaou, cercle de Sokodé (Togo) 17 ans 10 mois et 16 jours arrondis à 18 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Cinq cent quarante francs (540 frs.) à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Mille quatre-vingts francs (1.080 frs.) à compter du 1^{er} mai

1943, au brigadier-chef de 1^{re} classe Kouakou Tamberma, N° Diti, N° Mle 38 — né vers 1880 à Boukombé, cercle de Natitingou (Dahomey) — 24 ans 8 mois et 5 jours, arrondis à 25 ans de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Quatre cent soixante huit francs (468 frs.) à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Neuf cent trente-six francs (936 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au brigadier-chef de 1^{re} classe Mamadou Kamara Bou-rahima — N° Mle 1119 — né en 1885 à Ségou, cercle dudit (Soudan) 18 ans 7 mois et 10 jours, arrondis à 19 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Cinq cent quarante francs (540 frs.) à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Mille quatre-vingts francs (1.080 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au brigadier-chef de 2^e classe Ezzo I Béké, N° Mle 1012 — né vers 1888 à Lao, cercle de Sokodé (Togo) 24 ans 11 mois et 3 jours, arrondis à 25 ans de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Quatre cent quarante francs (440 frs.) à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Huit cent quatre-vingts francs (880 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au brigadier de 2^e classe Sabi Tcha N° Mle 78 — né en 1892 à Sola, cercle de Sokodé (Togo) 22 ans 5 mois et 4 jours arrondis à 23 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Quatre cent vingt francs à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde

de 1^{re} classe Moussa Kandé Ali, N° Mle 913 — né en 1887 à Porto-Novo cercle dudit (Dahomey) 26 ans et 7 jours de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Trois cent trente cinq francs (335 frs.) à compter du 5 février 1943 — 2^o au taux annuel de Six cent soixante-dix francs (670 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde de 2^e classe Bartié Kabouré Lagoulo, N° Mle 994 — né en 1895 à Biba, cercle de Dédougou (Haute-Côte-d'Ivoire) 16 ans 8 mois et 16 jours arrondis à 17 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Quatre cent quatre-vingts francs (480 frs.) à compter du 15 mars 1943 — 2^o au taux annuel de Neuf cent soixante francs (960 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au brigadier de 1^{re} classe Abinata Béhinda, N° Mle 354, né vers 1896 à Siou, cercle de Sokodé, (Togo) 25 ans et 4 jours de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Quatre cent cinquante francs (450 frs.) à compter du 15 mars 1943 — 2^o au taux annuel de neuf cents francs (900 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au brigadier de 2^e classe Moussa Mamadou Amadou, N° Mle 183, né en 1897 à Gotogo, cercle de Gona, (Côte-d'Ivoire), 23 ans 11 mois et 14 jours arrondis à 24 ans de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Trois cent soixante cinq francs (365 frs.) à compter du 15 mars 1943, 2^o au taux annuel de Sept cent trente francs (730 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943 au garde de 1^{re} classe Barouanda Marouanda, N° Mle 351, né à Siou, cercle de Sokodé (Togo), 21 ans 10 jours de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Quatre cent vingt francs (420 frs.) à compter du 15 mars 1943 — 2^o au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde de 1^{re} classe Bellakam Diaye, N° Mle 265, né en 1889 à Iboubou, cercle de Sokodé, (Togo) — 25 ans 6 mois et 14 jours de services effectifs.

Pension proportionnelle — 1^o au taux annuel de Trois cent vingt-huit francs (328 frs.) à compter du 15 mars 1943 — 2^o au taux annuel de Six cent cinquante-six francs (656 frs.) à compter du 1^{er} mai 1942, au garde de 2^e classe Tiombabou Lamboni, N° Mle 975, né en 1904 à Péroukou, cercle de Sansanné-Mango (Togo) — 15 ans, 4 mois et 14 jours arrondis à 16 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service — 1^o au taux annuel de Quatre cent vingt francs (420 frs.) à compter du 1^{er} avril 1943 — 2^o au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, au garde de 1^{re} classe Missika Loukéma, N° Mle 1022 né vers 1898 à Siou, cercle de Sokodé, (Togo) — 24 ans 11 mois et 3 jours, arrondis à 25 ans de services effectifs.

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de Huit cent quarante francs (840 frs.) à compter du 1^{er} juin 1943 au garde de 1^{re} classe Dioni Ougouma — N° Mle 978, né vers 1898 à Téna, cercle de Sokodé — (Togo) 26 ans 2 mois et 10 jours de services effectifs.

Pouvoirs disciplinaires

Par décision n° 691 P. du :

13 novembre 1943. — En l'absence de chef de service, M. Albert Camille, contrôleur principal des eaux et forêts, est habilité à prononcer à l'encontre du personnel indigène placé sous son autorité, les sanctions disciplinaires prévues au paragraphe A de l'article 26 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934.

Rôles

Par arrêté n° 617 CD. du :

15 novembre 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles dont les détails suivent s'élevant à la somme de Un million trois cent quatre vingt douze mille cent quatre vingt douze francs cinquante centimes.

N°s DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1943				
147	Lomé (Com. M.)	Impôt personnel (taxe fixe)	4.250,—	
		Rachat des prestations	680,—	4.930,—
148	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	13.680,—	
		Rachat des prestations indigènes.	2.755,—	16.435,—
149	—	Patentes	41.245,—	
150	—	Patentes	22.655,—	
151	—	Patentes	200,—	
152	—	Licences	2.350,—	
153	—	Licences	25,—	
154	—	Taxe sur armes perfectionnées	440,—	
155	—	Taxe sur armes non perfectionnées	8,—	
156	—	Taxe sur les bicyclettes	23.190,—	
157	—	Taxe sur les bicyclettes	8.040,—	
158	—	Taxe sur les chiens	1.420,—	
159	—	Taxe sur les chiens	400,—	121.338,—
160	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe)	500,—	
		Rachat des prestations	80,—	580,—
161	—	Impôt personnel (taxe fixe)	750,—	
		Rachat des prestations	120,—	870,—
à reporter				121.338

Nos DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		121.338
162	Lomé subd.	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 1.220,— Rachat des prestations 250,—	1.470,—	
163	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 2.510,— Rachat des prestations 450,—	2.960,—	
164	—	Patentes	1.325,—	
165	—	Patentes	25,—	
166	—	Licences	200,—	
167	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.000,—	
168	—	Taxe sur armes non perfectionnées	352,—	
169	—	Taxe sur les bicyclettes	90,—	
170	—	Taxe sur les bicyclettes	3.330,—	12.202,—
171	Palimé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 18.640,— Rachat des prestations 3.420,—	22.060,—	
172	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	3.485,—	
173	—	Rachat des prestations indigènes	302,—	
174	—	Patentes	5.010,—	
175	—	Taxe sur armes de traite.	9.240,—	
176	—	Taxe sur les bicyclettes	1.050,—	41.147,—
177	Atakpamé.	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	78.173,—	
178	—	Impôt sur la population flottante	250,—	
179	—	Taxe sur armes de traite.	12.528,—	
180	—	Taxe sur les bicyclettes	4.800,—	
181	—	Taxe sur les chiens	440,—	
182	—	Rachat des prestations indigènes	6.415,—	102.606,—
183	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	186,—	
184	—	Impôt sur la population flottante	600,—	
185	—	Patentes	3.750,—	
186	—	Taxe sur armes de traite.	184,—	
187	—	Taxe sur les bicyclettes	1.290,—	
188	—	Prestations en nature indigènes.	19.520,—	25.530,—
189	Lama-Kara	Impôt personnel (taxe fixe) 7.000,— Rachat des prestations 1.000,— Taxe sur armes perfectionnées 80,—	8.080,—	
190	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.014.447,—	
191	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 6.290,— Rachat des prestations 210,— Taxe sur armes perfectionnées 320,—	6.820,—	
192	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	8.599,50	
193	—	Impôt sur la population flottante	11.400,—	
193 bis	—	Patentes	4.945,—	
194	—	Taxe sur armes non perfectionnées	184,—	
195	—	Taxe sur les bicyclettes	5.310,—	
196	—	Rachat des prestations en nature indigènes	29.584,—	1.089.369,50
		TOTAL		1.392.192,50

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 12 novembre 1943.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 704 A. E. du :

22 novembre 1943. — M. L'administrateur en chef Gaudillot, inspecteur des affaires administratives, est

nommé président de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance du Togo en remplacement de M. Roche, administrateur des colonies.

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 608 DOM. du :

13 novembre 1943. — L'arrêté n° 202 du 29 mai

1925 accordant un permis d'occupation provisoire du lot n° 31 du domaine privé sis à Tsévié à la dame Nyomiawo, est résilié sur demande de l'occupante.

Par arrêté n° 609 DOM. du :

13 novembre 1943. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur John Adjéoda Doé, employé au collège d'Achimota (Gold-Coast), mandant de Figah Joseph, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 79 centiares, sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 1 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III, n° 511, aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Soixante quinze mille cinq cents francs.

Par arrêté n° 610 DOM. du :

13 novembre 1943. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Hyacinthe Pompéo d'Almeida, employé de commerce à Savalou (Dahomey) mandant de Hubert P. d'Almeida, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 79 centiares sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 2 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, vol. III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Soixante huit mille cinquante francs.

Par arrêté n° 611 DOM. du :

13 novembre 1943. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur Victor de Lima, employé de commerce à Keta (Gold-Coast) mandant de John Amaté Atayi, agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 4 ares 79 centiares sis à Lomé, cercle de Lomé, constituant le lot n° 3 du terrain immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé vol. III, n° 511 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de Cinquante six mille francs.

Par arrêté n° 612 DOM. du :

13 novembre 1943. — Est approuvée l'attribution provisoire au sieur John Albert Akovi Mensah, restaurant-bar Tonyéviadji, demeurant à Lomé agissant en son nom personnel, d'un terrain domanial de la contenance de 3 ares 10 centiares sis à Lomé, cercle de Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, vol. II, n° 493 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de douze mille francs.

Par décision n° 692 DOM. du :

13 novembre 1943. — L'avenant au contrat pour occupation d'une parcelle de domaine privé du territoire situé à Tsévié, lot n° 39 souscrit en date du 24 juin 1940 au profit du sieur Kalil E. Jazzar, est résilié sur demande de l'occupant.

Par décision n° 693 DOM. du :

13 novembre 1943. — Le sieur Fiawoo Conquerer, commerçant à Tsévié, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, lot n° 31, situé à Tsévié, cercle de Lomé, d'une superficie de dix ares environ.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ci-annexé.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de Concours

Ecole coloniale

Par arrêté du commissaire aux colonies du 15 novembre 1943, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920 et les actes modificatifs subséquents, concernant l'admission au stage de l'école coloniale des adjoints principaux et adjoints des services civils et commis principaux des secrétariats généraux, aura lieu les 3 et 4 avril 1944.

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente cinq.

Les demandes devront être formulées et parvenir au chef-lieu avant le 1^{er} janvier 1944, terme de rigueur.

Avis

Relatif à la clôture de l'exercice 1943 du budget colonial en A. O. F.

Les créanciers du budget colonial sont informés que par application du décret du 25 juin 1934 (Art. 1^{er}) dont les dispositions ont été étendues aux colonies par le décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice courant est fixée au 31 décembre 1943.

Ils sont par suite invités à remettre à l'intendance de Cotonou avant le 5 décembre 1943, *dernier délai*, les mémoires, décomptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre du dit exercice.

Les titulaires de mandats émis au compte du budget colonial devront se présenter aux caisses du trésor avant le 31 décembre 1943.

Avis au Public

au sujet de l'agrément et du contrôle des entreprises d'assurances en A. O. F.

Des hésitations s'étant produites pour l'application de l'arrêté n° 2171 F. du 11 juin 1943, instituant en Afrique occidentale française l'agrément et le contrôle des entreprises d'assurances, l'administration tient à préciser les points suivants :

1^o — L'assurance contre les risques de guerre est une branche de l'assurance contre les risques de transport. Toute société autorisée à pratiquer l'assurance transport peut donc faire des opérations contre les risques de guerre même si l'arrêté d'agrément ne le prévoit pas expressément;

2^o — La réglementation en vigueur ayant pour objet d'agréer les entreprises d'assurances elles-mêmes et non pas spécialement leurs représentants, il suffit que l'arrêté autorisant les entreprises à pratiquer ou à poursuivre leurs opérations désignent un seul agent responsable pour que les compagnies puissent exercer dans tous les territoires de l'Afrique occidentale française.

Il suit de là que toutes les compagnies ayant obtenu l'autorisation d'exercer en Afrique occidentale française ont la faculté de désigner un ou plusieurs représentants de leur choix dans chacun des territoires ou même dans chaque localité de l'Afrique occidentale.

française sans que l'administration soit tenue de publier les noms de tous les représentants de ces entreprises.

Toutefois chaque représentant, lorsqu'il agit isolément, est tenu de se conformer aux prescriptions de la réglementation fiscale (arrêté du 12 octobre 1942; chapitre XIV du livre 1^{er} et chapitre XII du livre II), relatives à la déclaration à faire au bureau de l'enregistrement avant de commencer ses opérations à la tenue du répertoire et au paiement des droits.

Etude de M Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé (Togo)

VENTE sur SAISIE-IMMOBILIERE

Il sera procédé le Vendredi Vingt huit Janvier mil neuf cent quarante quatre, à huit heures du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à PALIME, cercle de KLOUTO, immatriculé au Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, sous le numéro Quarante trois, Volume 1, Folio 44, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère, d'une superficie de Un are Vingt-neuf centiares (1 a, 29 ca), limité au Nord-Ouest par le Titre N° 1, au Nord-Est par terrain à ARMATHOE, au Sud-Est par la rue de Hô, au Sud-Ouest par la rue de Haingba.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société en liquidation F. & A. SWANZY, dont le siège social est à LONDRES (Angleterre), ayant un principal établissement à LOME (Togo), poursuites et diligences de M. Sydney CRUICSHANCK, son agent fondé de pouvoirs pour le Togo, et ayant pour avocat-défenseur M^e Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur 1°) Michel AMEKUDGEE, employé de commerce, demeurant à ATAKPAME, 2°) Ernest AMEKUDGEE, charpentier, demeurant à LOME, 3°) Rosa AMEKUDGEE, revendeuse demeurant à LOME, 4°)

Victor AMEKUDGEE, Maître d'Ecole de la Mission Catholique à Keta, 5°) Francisca Afiwa AMEKUDGEE, revendeuse, demeurant à LOME, 6°) Simon AMEKUDGEE, sans profession, demeurant à ATAKPAME,

7°) Eugénie guégué AMEKUDGEE, revendeuse, demeurant à LOME, 8°) Ferdinand AMEKUDGEE, sans profession, demeurant à ATAKPAME, tous domiciliés de droit à PALIME, en vertu :

1°) de la grosse en forme exécutoire d'un jugement en date du Vingt et un Mars mil neuf cent quarante et un, enregistré, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME;

2°) d'un certificat d'inscription d'une hypothèque prise au profit de la Société poursuivante, sur ledit immeuble appartenant aux héritiers AMEKUDGEE, et faisant l'objet du Titre Foncier numéro Quarante trois du Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, ledit certificat d'inscription en date du Vingt-neuf Novembre, mil neuf cent vingt-sept;

3°) d'un pouvoir spécial sous seing privé, en date du premier Novembre mil neuf cent quarante trois, enregistré à LOME, le treize Novembre mil neuf cent quarante trois, Folio 40 Numéro 267.

4°) d'un commandement valant saisie-immobilière, du ministère de M. Jean DUTHIL, demeurant et domicilié à PALIME, en date du huit Novembre mil neuf cent quarante trois, visé le même jour par Monsieur le Chef de Subdivision de PALIME, et par M. le Conservateur de la Propriété Foncière, le quinze Novembre mil neuf cent quarante trois, pour publication régulière, enregistré le même jour, folio 92, Numéro 32.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de : **CINQ MILLE FRANCS** fixée par la créancière poursuivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation d'acheter prévue par le décret du 8 Août 1941.

Fait et rédigé par l'avocat-défenseur soussigné,
R. VIALE.

Pour tous renseignements s'adresser à M^e Raymond VIALE, avocat-défenseur à LOME et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.